



CENTRE DE FORMATION GUIDE 2012-2013

Formations inter et intra-organismes



72 formations au service des professionnels
de l'asile et des migrations

CENTRE DE FORMATION DE FRANCE TERRE D'ASILE

Numéro d'agrément : 11751793175

Son équipe :

Samantha DALLMAN

Responsable de formation

 01 53 04 20 21

 formation@france-terre-asile.org

Sandra BESQ

Assistante de direction

 01 53 04 20 20

 secretariatformation@france-terre-asile.org

Magali LECENE

Chargée de mission - Formation

 01 53 04 20 23

 mlecene@france-terre-asile.org

ÉDITO

L'accompagnement des personnes migrantes ou réfugiées est une mission exigeante qui nécessite de la part des professionnels une maîtrise du cadre d'intervention, une adaptation constante à des réalités mouvantes et une réflexion sur leur positionnement pour construire une relation d'aide efficace et équilibrée.

Depuis quinze ans, le Centre de formation de France terre d'asile s'efforce de répondre à ces défis en développant une offre de formation adaptée aux besoins des acteurs du terrain : approfondissement ou actualisation des connaissances, développement de nouvelles compétences, réflexion sur les pratiques et les postures professionnelles... Nous nous appuyons pour cela sur quarante ans d'expérience associative au service des demandeurs d'asile et des réfugiés, et sur un réseau d'experts désireux de transmettre leur savoir-faire.

Nous avons le plaisir de vous présenter notre programme 2012-2013 qui comporte 72 propositions de formations. Cette offre s'est enrichie en réponse aux questionnements identifiés sur le terrain, par exemple en matière de traite des êtres humains, mais également à travers l'actualité sociale, juridique et géopolitique.

Parmi les nouveautés, vous trouverez une neuvième thématique de formation s'adressant spécifiquement aux cadres du secteur social. Confrontés aux évolutions stratégiques et réglementaires, à des impératifs de qualité en même temps qu'à de nouvelles conceptions de la relation avec l'utilisateur, ceux-ci doivent appréhender leur fonction de manière globale et en maîtriser les enjeux. Plusieurs actions de formation sont déclinées en ce sens.

Nous vous inviterons également, tout au long de l'année, à retrouver nos journées d'actualité qui porteront sur des thématiques sociales comme la lutte contre les discriminations ou la participation des usagers.

Pour tous vos projets de formation sur site, nous vous proposons enfin un accompagnement personnalisé dans l'objectif de répondre aux attentes spécifiques de vos équipes. N'hésitez pas à nous contacter dans cette perspective !

Toute l'équipe pédagogique du Centre de formation se tient à votre disposition pour vous guider dans votre choix et vous fournir tout complément d'information nécessaire.

En espérant vous accueillir prochainement parmi nous, nous vous remercions de votre confiance et de votre fidélité.

Samantha Dallman, responsable,
Marine Carlier, responsable par intérim,
et toute l'équipe du Centre de formation

SOMMAIRE

LE CENTRE DE FORMATION	4
CALENDRIER DES FORMATIONS	6
DROIT D'ASILE ET DROIT DES ÉTRANGERS	10
Les fondamentaux du droit d'asile I	11
L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA - Niveau I I	12
Atelier de rédaction du récit de vie	13
L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA - Niveau II I	14
Techniques de recherche sur la géopolitique des pays d'origine I	15
L'entretien dans le cadre de l'aide au récit	16
La demande d'asile liée au genre N	17
Traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle :	
identifier et accompagner les victimes N	18
Harmoniser et protéger : l'Europe au défi du droit d'asile	19
Le règlement Dublin II et sa mise en œuvre	20
État des lieux de la réinstallation des réfugiés	21
La demande d'apatridie	22
Incidents de procédure et recours dans le cadre du droit d'asile N	23
L'assistance juridique aux déboutés du droit d'asile	24
Les conditions d'accès au séjour des étrangers I	25
L'accès à la nationalité française I	26
Regroupement et rapprochement familial	27
L'accès au séjour au titre du travail	28
Les recours dans le domaine du droit des étrangers I	29
L'éloignement du territoire français	30
ACCOMPAGNEMENT DES MINEURS ET JEUNES MAJEURS ÉTRANGERS 31	
Prise en charge et accompagnement des mineurs isolés étrangers I	32
La demande d'asile des mineurs isolés étrangers	33
Mineurs isolés étrangers : du secret professionnel au partage d'informations	34
Mineurs étrangers et accès au séjour à la majorité	35
Les enfants de l'exil : quel accompagnement ?	36
Accompagner la scolarité des enfants hébergés en CADA N	37
ACCUEIL, HÉBERGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL	38
Les droits sociaux des demandeurs d'asile	39
Accompagner les victimes de violences conjugales et familiales N	40
Animer un atelier d'apprentissage du français N	41
L'accueil des demandeurs d'asile en CADA I	42
La gestion de l'attente : rendre l'usager acteur de son temps	43
La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA I I	44
La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA II	45
Préparer et gérer la sortie des réfugiés et des déboutés des CADA I	46
ENCADREMENT ET PILOTAGE DU TRAVAIL SOCIAL	47
La fonction cadre : enjeux, positionnement et compétences N	48

Les responsabilités des professionnels du secteur social.....	49
Droits des usagers et concept de bienveillance.....	50
Évaluation interne en CADA : mettre à profit les démarches engagées N	51
OUTILS ET PRATIQUES DU TRAVAIL SOCIAL.....	52
Sens et finalité de la relation d'aide I	53
La distance professionnelle dans le travail social N	54
Mieux communiquer en situation d'entretien.....	55
Favoriser la communication avec l'utilisateur non-francophone.....	56
Le travail social en situation interculturelle I	57
Appréhender le fait religieux dans le travail social.....	58
Les travailleurs sociaux face aux discriminations.....	59
La gestion du stress.....	60
Médiation et gestion des conflits.....	61
Comprendre et prévenir les violences dans le travail social N	62
Conduite de projet en animation socioculturelle.....	63
Travailler avec des groupes d'utilisateurs.....	64
SANTÉ DES MIGRANTS.....	65
Psychotraumatismes chez les réfugiés I	66
Du deuil à la reconstruction de soi.....	67
Accompagner les migrants dans leurs démarches de santé I	68
Les actions de prévention santé auprès de migrants.....	69
Les représentations socioculturelles de la santé et de la maladie.....	70
LOGEMENT, EMPLOI ET INSERTION.....	71
Les droits des réfugiés statutaires I	72
L'accompagnement social vers le logement I	73
L'accompagnement social vers l'emploi I	74
Mobiliser les acteurs de l'insertion professionnelle.....	75
CULTURES ET SOCIÉTÉS.....	76
Les Afghans : un peuple au destin mouvementé.....	77
Accueil et accompagnement des migrants d'origine africaine.....	78
Aspects socioculturels des populations ex-soviétiques.....	79
Les Roms : cultures et identités.....	80
GÉOPOLITIQUE DES CONFLITS.....	81
Tensions dans les Républiques du Caucase du Nord.....	82
Géopolitique du Caucase du Sud: Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan N	83
État des lieux du Kosovo et enjeux actuels.....	84
Paix et guerre en République démocratique du Congo.....	85
Répression politique et tensions sociales en Guinée Conakry N	86
Soudan: la crise au Darfour et les tensions frontalières.....	87
Géopolitique de l'Afrique de l'Ouest: la Côte d'Ivoire et la Mauritanie.....	88
Le Pakistan : une inconnue à hauts risques.....	89
Le Sri Lanka de l'après-guerre.....	90
INFORMATIONS PRATIQUES.....	92
BULLETIN D'INSCRIPTION.....	95
LISTE INDICATIVE D'HÔTELS.....	96
PLAN D'ACCÈS.....	97

LE CENTRE DE FORMATION

Depuis quinze ans, le Centre de formation de France terre d'asile participe à la professionnalisation des personnes qui accueillent, accompagnent ou hébergent des populations migrantes ou réfugiées. Forte d'une expérience de quarante ans auprès des demandeurs d'asile, notre association a à cœur la transmission de son expertise et s'efforce de répondre aux besoins des professionnels de terrain. En 2011, 103 actions de formation ont été mises en œuvre sur 180 journées, que ce soit en inter-organismes ou sur site. Plus de 1000 stagiaires en ont bénéficié.

Notre offre de formation

Inter

Intra

Des formations inter-organismes à Paris

Dispensées dans nos locaux, à Paris, suivant un calendrier et un programme préétablis, ces formations réunissent des groupes composés de 7 à 15 personnes.

Elles s'articulent autour de **9** thématiques :

- Droit d'asile et droit des étrangers
- Accompagnement des mineurs et jeunes majeurs étrangers
- Accueil, hébergement et accompagnement social
- Encadrement et pilotage du travail social
- Outils et pratiques du travail social
- Santé des migrants
- Logement, emploi et insertion
- Cultures et sociétés
- Géopolitique des conflits

72 actions de formation sont ainsi proposées dans l'objectif de permettre aux participants :

- de mutualiser, d'interroger et d'analyser leurs pratiques,
- d'acquérir des savoirs ou de mettre à jour leurs connaissances,
- de se spécialiser ou d'élargir leur domaine d'intervention.

Nos journées d'actualité

Dès la rentrée, retrouvez les journées d'actualité du Centre de formation ! Après l'actualisation juridique proposée en 2011, l'année 2012-2013 sera consacrée à des questions d'actualité sociale. Des personnalités reconnues pour leur expertise dans ces domaines animeront ces journées.

Dates et inscriptions: contactez-nous !



Notre méthode pédagogique

Souples et adaptables, nos modules de formation reposent sur :

- une alternance d'apports théoriques, méthodologiques et pratiques
- une pédagogie interactive favorisant le partage d'expériences
- une animation par une équipe pluridisciplinaire permettant d'appréhender les thématiques dans leurs multiples dimensions.



Notre équipe pédagogique

Nos formations sont dispensées par une équipe pédagogique pluridisciplinaire composée de 3 permanents et de 35 formateurs.

Nos formateurs et nos consultants sont reconnus pour leur expertise. Soucieux du lien entre les différents savoirs et leur utilisation sur le terrain professionnel, ils favorisent l'échange d'expériences et la mise en pratique des apports de l'action de formation.

Des formations intra-organisme sur mesure

Pour répondre aux besoins d'une équipe de professionnels, au sein d'un établissement ou d'un organisme, nous proposons des formations sur site élaborées sur mesure. Elles ont pour objectif de :

- mettre à jour les connaissances de l'ensemble de l'équipe
- réfléchir sur les pratiques ou méthodes de travail afin de renforcer les compétences opérationnelles et la cohésion d'équipe
- bénéficier d'un conseil sur une (des) problématique(s) spécifique(s)

Ces formations sont conçues en collaboration avec les équipes concernées pour être adaptées au contexte et aux problématiques rencontrées. Leur contenu, leur durée, les méthodes et les modalités de ces actions sont déterminés avec les organismes demandeurs. Liberté est laissée à l'établissement demandeur d'inviter les partenaires qu'il souhaite à cette formation.

Tous les programmes présentés dans ce guide de formation peuvent être déclinés en intra-organisme. D'autres actions peuvent être envisagées en fonction des besoins spécifiques identifiés.

Pour obtenir des informations complémentaires, échanger sur un besoin de formation, demander une proposition, contactez-nous !

► Par téléphone : 01 53 04 20 20

► Par e-mail : formation@france-terre-asile.org

CALENDRIER DES FORMATIONS INTER-ORGANISMES

2012

OCTOBRE

- | | | |
|----------|---|--|
| 08 et 09 |  | Les fondamentaux du droit d'asile |
| 11 et 12 |  | La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA I |
| 15 et 16 |  | Distance professionnelle dans le travail social |
| 17 et 18 |  | L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA – Niveau I |
| 19 |  | Atelier de rédaction du récit de vie |
| 22 et 23 |  | Psychotraumatismes chez les réfugiés |
| 23 et 24 |  | Appréhender le fait religieux dans le travail social |
| 25 et 26 |  | Le travail social en situation interculturelle |

NOVEMBRE

- | | | |
|--------------|---|---|
| 05 et 06 |  | Sens et finalité de la relation d'aide |
| 05 et 06 |  | Les Afghans : un peuple au destin mouvementé |
| 12 et 13 |  | Incidents de procédure et recours dans le cadre du droit d'asile |
| 14 et 15 |  | Accompagner la scolarité des enfants hébergés en CADA |
| 15 et 16 |  | L'accompagnement social vers l'emploi |
| 19, 20 et 21 |  | Prise en charge et accompagnement des mineurs isolés étrangers |
| 22 et 23 |  | Tensions dans les républiques du Caucase du Nord |
| 26 |  | Traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle : identifier et protéger les victimes |
| 28 |  | Regroupement et rapprochement familial |

DÉCEMBRE

- | | | |
|----------|---|--|
| 03 et 04 |  | L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA – Niveau I |
| 06 et 07 |  | Les actions de prévention santé auprès de migrants |
| 06 et 07 |  | La demande d'asile liée au genre |
| 10 et 11 |  | Les droits des réfugiés statutaires |
| 12 |  | Mineurs étrangers et accès au séjour à la majorité |
| 13 et 14 |  | Favoriser la communication avec l'utilisateur non-francophone |
| 13 et 14 |  | Médiation et gestion des conflits |

2012

DÉCEMBRE

- 17 et 18  L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA – Niveau II
- 19  L'accès à la nationalité française

2013

FÉVRIER

- 01  Les droits sociaux des demandeurs d'asile
- 04 et 05  Travailler avec des groupes d'usagers
- 07 et 08  L'éloignement du territoire français
- 11 et 12  L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA – Niveau I
- 14 et 15  La demande d'asile des mineurs isolés étrangers
- 18 et 19  L'accueil des demandeurs d'asile en CADA
- 21 et 22  L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA – Niveau II
- 25 et 26  La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA II
- 27  La demande d'apatridie
- 28 et 01 mars  Techniques de recherche sur la géopolitique des pays d'origine
- 28 et 01 mars  Mieux communiquer en situation d'entretien

MARS

- 04 et 05  Les fondamentaux du droit d'asile
- 06  Le Pakistan : une inconnue à hauts risques
- 07  Etat des lieux de la réinstallation des réfugiés
- 07 et 08  La gestion de l'attente : rendre l'utilisateur acteur de son temps
- 11  L'entretien dans le cadre de l'aide au récit
- 11 et 12  Accompagner les migrants dans leurs démarches de santé
- 13  L'accès au séjour au titre du travail



DROIT D'ASILE ET DROIT DES ÉTRANGERS



ENCADREMENT ET PILOTAGE DU TRAVAIL SOCIAL



LOGEMENT, EMPLOI ET INSERTION



ACCOMPAGNEMENT DES MINEURS ET JEUNES MAJEURS ÉTRANGERS



OUTILS ET PRATIQUES DU TRAVAIL SOCIAL



CULTURES ET SOCIÉTÉS



ACCUEIL, HÉBERGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL



SANTÉ DES MIGRANTS



GÉOPOLITIQUE DES CONFLITS



2013

MARS

13	 Le Sri Lanka de l'après-guerre
14 et 15	 Animer un atelier d'apprentissage du français
14 et 15	 Mobiliser les acteurs de l'insertion professionnelle
18 et 19	 La fonction cadre : enjeux, positionnement et compétences
18 et 19	 Comprendre et prévenir les violences dans le travail social
20	 Soudan : la crise au Darfour et les tensions frontalières
21 et 22	 Le travail social en situation interculturelle
25, 26 et 27	 Prise en charge et accompagnement des mineurs isolés étrangers
28 et 29	 La gestion du stress

AVRIL

02 et 03	 Psychotraumatismes chez les réfugiés
02 et 03	 Accueil et accompagnement des migrants d'origine africaine
04 et 05	 Les travailleurs sociaux face aux discriminations
04 et 05	 Du deuil à la reconstruction de soi
08 et 09	 Les conditions d'accès au séjour des étrangers
10	 Évaluation interne en CADA : mettre à profit les démarches engagées
11 et 12	 Responsabilités des professionnels du secteur social
15 et 16	 Les recours dans le domaine du droit des étrangers
15 et 16	 Les enfants de l'exil : quel accompagnement ?
17	 Mineurs étrangers et accès au séjour à la majorité
18 et 19	 Les Afghans : un peuple au destin mouvementé
22 et 23	 L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA – Niveau I
22 et 23	 Géopolitique du Caucase du Sud : Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan
24	 Les Roms : cultures et identités
26	 L'accès à la nationalité française
29 et 30	 L'accompagnement social vers le logement

MAI

06 et 07	 Harmoniser et protéger : l'Europe au défi du droit d'asile
06 et 07	 Préparer et gérer la sortie des réfugiés et des déboutés des CADA
13 et 14	 Le règlement Dublin II et sa mise en œuvre

2013

MAI	
14	Répression politique et tensions sociales en Guinée Conakry
15	Etat des lieux du Kosovo et enjeux actuels
16 et 17	L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA – Niveau II
21	Mineurs isolés étrangers : du secret professionnel au partage d'informations
27 et 28	Droits des usagers et concept de bienveillance
27 et 28	Aspects socioculturels des populations ex-soviétiques
30 et 31	Conduite de projet en animation socioculturelle
JUIN	
03 et 04	Paix et guerre en République démocratique du Congo
07	Accompagner les victimes de violences conjugales et familiales
10 et 11	La demande d'asile liée au genre
13 et 14	Appréhender le fait religieux dans le travail social
17 et 18	Géopolitique de l'Afrique de l'Ouest: la Côte d'Ivoire et la Mauritanie
17 et 18	L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA – Niveau I
20 et 21	Techniques de recherche sur la géopolitique des pays d'origine
24	La demande d'apatridie
24 et 25	Les représentations socioculturelles de la santé et de la maladie
27 et 28	L'assistance juridique aux déboutés du droit d'asile

DROIT D'ASILE ET DROIT DES ÉTRANGERS 	ENCADREMENT ET PILOTAGE DU TRAVAIL SOCIAL 	LOGEMENT, EMPLOI ET INSERTION 
ACCOMPAGNEMENT DES MINEURS ET JEUNES MAJEURS ÉTRANGERS 	OUTILS ET PRATIQUES DU TRAVAIL SOCIAL 	CULTURES ET SOCIÉTÉS 
ACCUEIL, HÉBERGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL 	SANTÉ DES MIGRANTS 	GÉOPOLITIQUE DES CONFLITS 

DROIT D'ASILE ET DROIT DES ÉTRANGERS



• Les fondamentaux du droit d'asile I	11
• L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA – Niveau I I	12
• Atelier de rédaction du récit de vie	13
• L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA – Niveau II I	14
• Techniques de recherche sur la géopolitique des pays d'origine I	15
• L'entretien dans le cadre de l'aide au récit.....	16
• La demande d'asile liée au genre N	17
• Traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle : identifier et accompagner les victimes N	18
• Harmoniser et protéger : l'Europe au défi du droit d'asile	19
• Le règlement Dublin II et sa mise en œuvre.....	20
• Etat des lieux de la réinstallation des réfugiés	21
• La demande d'apatridie	22
• Incidents de procédure et recours dans le cadre du droit d'asile N	23
• L'assistance juridique aux déboutés du droit d'asile	24
• Les conditions d'accès au séjour des étrangers I	25
• L'accès à la nationalité française I	26
• Regroupement et rapprochement familial	27
• L'accès au séjour au titre du travail	28
• Les recours dans le domaine du droit des étrangers I	29
• L'éloignement du territoire français	30

LES FONDAMENTAUX DU DROIT D'ASILE

INCONTOURNABLE

Une bonne compréhension de la procédure de demande d'asile et des critères d'obtention d'une protection s'avère indispensable pour accompagner efficacement le demandeur d'asile tout au long de ses démarches. Destinée à tous les professionnels en contact avec ce public, qu'ils soient chargés ou non de l'aide à la constitution des dossiers, cette formation présente le droit d'asile dans toutes ses dimensions, à travers le cadre législatif, l'interprétation de la Convention de Genève et le fonctionnement des instances de détermination.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

08 et 09 octobre 2012 • 04 et 05 mars 2013

CONTENU

- Cadre législatif et réglementaire du droit d'asile
- Étapes de la procédure et fonctionnement des instances de décision (Ofpra et CNDA)
- Critères d'obtention et distinction entre protection statutaire et subsidiaire
- Interprétation et mise en œuvre de la Convention de Genève

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec des personnes en demande d'asile
- Professionnels chargés de l'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Informer les demandeurs sur le droit d'asile et la procédure de demande d'asile
- ▶ Cerner le cadre de l'aide aux dossiers
- ▶ Acquérir les bases indispensables à un accompagnement juridique
- ▶ Adapter l'accompagnement durant les différentes étapes de la procédure

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser les bases juridiques du droit d'asile
- ▶ Connaître les règles d'organisation et de fonctionnement des instances chargées de l'examen des demandes de protection
- ▶ Identifier les personnes pouvant prétendre à une protection au titre de l'asile

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Analyse de jurisprudence : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

L'AIDE À LA CONSTITUTION DES DOSSIERS OFPRA ET CNDA NIVEAU I

INCONTOURNABLE

L'accompagnement juridique dont peut bénéficier un demandeur d'asile durant ses démarches augmente ses chances de voir sa requête aboutir favorablement. La demande d'asile doit non seulement être présentée dans le respect du cadre juridique mais aussi étayée en fonction des exigences de l'Ofpra et de la CNDA, tant sur la forme que sur le fond. Il est donc essentiel pour le travailleur social d'acquiescer les techniques de constitution des dossiers de demande d'asile.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

17 et 18 octobre 2012 • 03 et 04 décembre 2012 • 11 et 12 février 2013 • 22 et 23 avril 2013 • 17 et 18 juin 2013

CONTENU

- Éléments obligatoires du dossier
- Définition du cadre du récit de vie
- Analyse de récits Ofpra et de recours étayés
- Exigences entourant les preuves écrites jointes au récit de vie
- Visite d'étude à la CNDA et analyse de cas
- Constitution d'une réponse aux arguments d'une décision de rejet de l'Ofpra

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels chargés du suivi des dossiers Ofpra et CNDA

PRÉ-REQUIS

- Avoir préalablement suivi la formation : Les fondamentaux du droit d'asile

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Conseiller les requérants sur les exigences entourant la demande d'asile
- ▶ Accompagner les demandeurs d'asile dans la constitution de leur dossier sur la base d'une méthode de travail spécifique

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Savoir établir une demande d'asile individualisée et circonstanciée
- ▶ Apprendre à soulever les éléments de fait permettant de satisfaire aux conditions juridiques d'obtention d'une protection
- ▶ Explorer les moyens d'argumenter contre une décision de rejet de l'Ofpra
- ▶ Apprendre à analyser le sens des questions posées devant l'Ofpra et la CNDA

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Étude de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

ATELIER DE RÉDACTION DU RÉCIT DE VIE

Cet atelier technique et pratique vient compléter la formation des professionnels chargés de l'aide aux dossiers de demande d'asile. Parce que le récit de vie est au cœur de la demande d'asile, il est essentiel d'en maîtriser l'élaboration, en respectant les dires du demandeur et en répondant aux exigences de l'Ofpra et de la CNDA. Les pratiques peuvent différer mais les bases du récit – conditions de forme et argumentation – restent les mêmes, essentielles pour emporter la conviction des instances de décision.

DURÉE	1 jour	Coût	200 euros	DATES	19 octobre 2012
--------------	--------	-------------	-----------	--------------	-----------------

CONTENU

- Forme du récit: contenu et présentation
- Respect des conditions de fond: mentions obligatoires et conseillées, articulation de l'argumentation en fonction du stade de la procédure
- Utilisation des éléments à l'appui de la demande d'asile: preuves, jurisprudence, informations sur les pays d'origine

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels chargés du suivi des dossiers Ofpra et CNDA

PRÉ-REQUIS

- Avoir suivi les formations sur Les fondamentaux du droit d'asile et L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA - niveau I

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Pouvoir renseigner les demandeurs sur les attentes de l'Ofpra et de la CNDA au regard du récit de vie
- ▶ Pouvoir apporter son expertise sur un récit de vie
- ▶ Savoir rédiger un récit de demande d'asile

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Mieux appréhender les obstacles inhérents au travail avec le demandeur d'asile
- ▶ Savoir intégrer des éléments extérieurs au récit de vie
- ▶ Savoir rédiger un récit percutant au regard des critères de protection internationale

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Techniques de rédaction: apports théoriques et pratiques
- ▶ Rédaction à partir de cas pratiques
- ▶ Travail individuel et mise en commun

L'AIDE À LA CONSTITUTION DES DOSSIERS OFPRA ET CNDA NIVEAU II

INCONTOURNABLE

Alors que le niveau I de la formation sur L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA permet aux professionnels chargés de l'aide aux dossiers de poser le cadre de cet accompagnement, ce niveau II leur propose d'affiner leurs techniques d'analyse et de rédaction des dossiers, d'apprendre à mieux exploiter les informations sur les pays d'origine, ainsi que de perfectionner les répliques aux arguments de l'Ofpra.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

17 et 18 décembre 2012

21 et 22 février 2013 • 16 et 17 mai 2013

CONTENU

- Analyse de récits complexes
- Confrontation de récits de vie à des données géopolitiques
- Constitution d'un mémoire contre les arguments de l'Ofpra

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels chargés du suivi des dossiers Ofpra et CNDA

PRÉ-REQUIS

- Avoir préalablement suivi la formation : L'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA - niveau I

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Savoir appréhender des dossiers complexes grâce à des techniques d'analyse approfondies
- ▶ Être en mesure de traiter des récits denses issus d'un contexte géopolitique spécifique
- ▶ Être capable d'aider les demandeurs d'asile à donner du sens aux événements vécus

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser l'analyse et l'exploitation d'informations
- ▶ Analyser les récits de vie afin d'en relever les lacunes et les expliquer
- ▶ Acquérir une méthodologie d'utilisation pertinente des données relatives aux pays d'origine
- ▶ Développer un argumentaire pointu contre l'Ofpra

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Étude de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

TECHNIQUES DE RECHERCHE SUR LA GÉOPOLITIQUE DES PAYS D'ORIGINE

INCONTOURNABLE

Outre le travail d'argumentation juridique, la personne chargée d'accompagner le requérant dans sa demande d'asile doit s'appuyer sur l'information relative à la géopolitique des pays d'origine pour contextualiser et étayer le récit. Ce travail nécessite d'établir une stratégie de recherche et d'identifier les sources pertinentes parmi la masse des informations disponibles. Cette formation est conçue pour transmettre au professionnel une méthodologie de recherche efficace et lui permettre de gagner du temps.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	28 février et 1 ^{er} mars 2013 • 20 et 21 juin 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	--

CONTENU

- Rôle de l'information sur les pays d'origine
- Enjeux et limites de la recherche sur la géopolitique des pays d'origine
- Identification, appréciation et exploitation des sources d'information
- Techniques de recherche et de présentation des informations sur les pays d'origine

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels chargés du suivi des dossiers Ofpra et CNDA

PRÉ-REQUIS

- Maîtriser les conditions d'accès à la protection et l'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CNDA

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Savoir réaliser une recherche documentaire dans le cadre de l'aide aux dossiers
- ▶ Savoir vérifier, contextualiser et étayer un dossier de demande d'asile sur les bases de données géopolitiques

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Appréhender le rôle de l'information relative à la géopolitique des pays d'origine dans la constitution du dossier de demande d'asile
- ▶ Acquérir une méthodologie en la matière permettant de rechercher, d'identifier et d'apprécier la validité des sources

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Exercices pratiques de recherche sur Internet
- ▶ Études de cas: travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

L'ENTRETIEN

DANS LE CADRE DE L'AIDE AU RÉCIT

L'entretien constitue l'outil le plus approprié pour faire émerger le récit du demandeur d'asile. Il implique très souvent le recours à un interprète, autre acteur incontournable de la procédure. Les professionnels doivent être en mesure de mener avec efficacité ces entretiens tout en optimisant la présence de ce tiers. Par ailleurs, il leur est indispensable de donner aux personnes qu'ils accompagnent les repères nécessaires pour appréhender sereinement l'entretien à l'Ofpra et l'audience à la CNDA, souvent redoutés, et qui jouent un rôle primordial dans la prise de décision.

DURÉE	1 jour	Coût	200 euros	DATES	11 mars 2013
--------------	--------	-------------	-----------	--------------	--------------

CONTENU

- Entretien entre le demandeur d'asile et l'intervenant social dans le cadre du récit : spécificités, difficultés et bonnes pratiques
- Gestion d'un entretien avec un interprète
- Préparation de l'entretien entre le demandeur d'asile et l'officier de protection de l'Ofpra ou les juges de la CNDA

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels chargés du suivi des dossiers Ofpra et CNDA

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Gagner en aisance et en efficacité dans la conduite de l'entretien pour faire émerger le récit
- ▶ Savoir optimiser l'aide apportée par un interprète
- ▶ Savoir préparer les demandeurs d'asile aux entretiens Ofpra et aux audiences CNDA

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Appréhender les spécificités de l'entretien dans le cadre de l'aide aux dossiers
- ▶ Savoir se positionner dans un entretien à trois
- ▶ Maîtriser l'objet et le déroulement des entretiens Ofpra et des audiences CNDA

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échange de pratiques
- ▶ Jeux de rôle

LA DEMANDE D'ASILE LIÉE AU GENRE

NOUVEAUTÉ

Depuis 2002, les Etats signataires de la Convention de Genève sont appelés à intégrer la notion de genre dans leur interprétation de la définition de réfugié. Parmi les persécutions visées figurent les craintes de mutilations génitales féminines, celles liées au refus de mariage forcé, à l'orientation sexuelle ou encore à l'identité de genre. Une vigilance particulière s'impose tant au niveau de la procédure d'asile que des conditions d'accueil et de l'examen au fond de la demande. Le travailleur social doit être en mesure d'évaluer les besoins de protection internationale, de faire face aux difficultés que peut représenter l'établissement du récit, tout en favorisant un accompagnement psychologique adapté.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	06 et 07 décembre 2012 • 10 et 11 juin 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	---

CONTENU

- Définition du genre
- Caractéristiques des différentes formes de persécutions liées au genre
- Faire émerger le récit : difficultés et positionnement du travailleur social
- Traitement de la question du genre par l'Ofpra et la CNDA

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels chargés de l'accompagnement de demandeurs d'asile

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Savoir identifier et orienter les victimes de persécutions liées au genre
- ▶ Appréhender la prise en compte de ces persécutions dans le cadre d'une demande d'asile

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Connaître les différentes formes de persécutions liées au genre
- ▶ Savoir détecter les symptômes post-traumatiques permettant une prise en charge adéquate
- ▶ Mieux appréhender le travail de récit auprès de ce public
- ▶ Maîtriser la jurisprudence et les lignes directrices du HCR sur les persécutions liées au genre

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Analyse de jurisprudence

TRAITE DES ÊTRES HUMAINS À DES FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE : IDENTIFIER ET ACCOMPAGNER LES VICTIMES

NOUVEAUTÉ

La traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle fait des milliers de victimes chaque année parmi les migrants, en majorité des femmes et des enfants. En tant que violation grave des droits de l'homme, elle doit donner lieu en France à une protection spécifique. Elle peut aussi relever du cadre de la demande d'asile. Pour les professionnels du secteur social, l'identification et l'orientation des personnes concernées par l'exploitation sexuelle est un enjeu essentiel : ces étapes conditionnent l'accès à la protection des victimes.

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

26 novembre 2012

CONTENU

- Définition et présentation de la traite :
 - Recrutement, déplacement et exploitation
 - L'exploitation sexuelle dans le monde et en France : typologie du public victime et mode opératoire des réseaux
- La prise en charge psychosociale de la victime : de l'identification à la verbalisation du vécu
- Les solutions de prise en charge des victimes en France
- Le droit au séjour des victimes étrangères de la traite : article L316-1 du CESEDA et demande d'asile

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels en contact avec des personnes susceptibles d'être victimes de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Savoir identifier et orienter les victimes d'exploitation sexuelle
- ▶ Accompagner les victimes dans leurs démarches juridiques de demande d'asile ou de régularisation

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser les notions de traite des êtres humains et d'exploitation sexuelle
- ▶ Repérer les indices qui permettent d'identifier les victimes d'exploitation sexuelle
- ▶ Appréhender les obstacles et les soutiens à la verbalisation du vécu de la victime
- ▶ Connaître l'état du droit relatif à la protection des victimes de traite
- ▶ Intégrer l'exploitation sexuelle dans une demande d'asile

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Analyse de jurisprudence

HARMONISER ET PROTÉGER : L'EUROPE AU DÉFI DU DROIT D'ASILE

L'impact du droit européen en droit français ne cesse de se renforcer en matière d'accompagnement des demandeurs d'asile. Que ce soit au niveau de l'Union européenne et de sa deuxième phase d'harmonisation des politiques d'asile, visant à garantir un niveau de protection plus élevé dans l'ensemble des Etats membres, ou du Conseil de l'Europe et du rôle grandissant de la Cour européenne des droits de l'homme dans ce champ, il importe de comprendre ces développements et de pouvoir évaluer la législation adoptée.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	06 et 07 mai 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	-------------------

CONTENU

- Compétences de l'Union européenne en matière d'asile et d'immigration
- Politique communautaire en matière d'asile
- Deuxième phase du régime d'asile européen commun
- Impact sur le droit français
- Position de la Cour européenne des droits de l'homme en matière d'asile

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec des demandeurs d'asile

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Intégrer une dimension européenne dans ses pratiques professionnelles
- ▶ Pouvoir invoquer les règles européennes en matière de droits des demandeurs d'asile

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Saisir les enjeux de l'harmonisation de la politique européenne en matière d'asile
- ▶ Mesurer l'impact de la législation européenne sur le droit d'asile en France
- ▶ Appréhender l'approche naissante de la Cour européenne des droits de l'homme dans le domaine de l'asile

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Études de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

LE RÈGLEMENT DUBLIN II ET SA MISE EN OEUVRE

L'application du règlement Dublin II vise à déterminer l'Etat membre de l'Union européenne responsable de l'examen d'une demande d'asile, en fonction d'un certain nombre de critères. Fondé sur un mécanisme de transfert des personnes d'un Etat vers un autre, ce règlement implique une procédure spécifique, ponctuée de nombreux délais mais sans qu'une prise en charge adaptée soit prévue. Les professionnels du secteur de l'asile doivent connaître le statut des personnes concernées et maîtriser le contentieux relatif à cette procédure.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

13 et 14 mai 2013

CONTENU

- Critères de détermination de l'Etat responsable d'une demande d'asile
- Procédure de détermination de l'Etat responsable et délais
- Arguments invocables contre une décision de réadmission et analyse de référés
- Question de la prise en charge dans l'attente de la réadmission

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels chargés de l'accompagnement juridique des demandeurs d'asile

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Améliorer l'accompagnement des personnes soumises à la procédure Dublin
- ▶ Favoriser l'accès aux droits des usagers durant leur attente

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser le cadre juridique d'application du règlement Dublin II et les différentes étapes de la procédure
- ▶ Identifier les arguments susceptibles de contrer une décision de transfert Dublin
- ▶ Savoir analyser les arguments invoqués dans un référé

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Étude de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

ÉTAT DES LIEUX DE LA RÉINSTALLATION DES RÉFUGIÉS

Près de quatre réfugiés sur cinq, dans le monde, sont accueillis par les pays en développement. Dans ce contexte, la réinstallation constitue un outil de solidarité internationale et une solution durable encouragée par le Haut commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés. En 2012, l'Union européenne s'est dotée d'un programme de réinstallation. En France, la réinstallation concerne notamment des réfugiés originaires d'Irak, d'Éthiopie ou de Somalie, des Bhoutanais du Népal... Le parcours atypique des personnes réinstallées nécessite la prise en compte par l'équipe sociale de besoins et d'attentes spécifiques.

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

07 mars 2013

CONTENU

- Cadre et définitions
- Identification des différents acteurs du domaine (HCR, OIM, ONG, etc.)
- Processus de sélection des personnes réinstallées et préparation à la réinstallation
- Procédure et accueil en France : avantages et difficultés rencontrées

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels chargés de l'accompagnement de personnes réinstallées
- Tout professionnel intervenant auprès de personnes en demande d'asile ou réfugiées

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Élargir son champ de compétences à la problématique de la réinstallation
- ▶ Être en mesure de répondre aux difficultés spécifiquement liées à une réinstallation et être capable de les anticiper

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Identifier les différentes formes de réinstallation
- ▶ Connaître le processus de réinstallation et le parcours suivi par le demandeur
- ▶ Comprendre les difficultés spécifiques liées à une réinstallation

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Mises en situation : études de cas, jeux de rôle

LA DEMANDE D'APATRIDIE

La demande d'apatridie, sans être fondée sur des craintes de persécution, permet à son bénéficiaire d'obtenir la reconnaissance d'une protection juridique et administrative de la France. Les conditions d'obtention de cette protection, tout comme la procédure et les droits associés au statut d'apatridie, se distinguent de ceux de la demande d'asile. Il est essentiel pour le professionnel chargé du suivi de ces personnes d'en cerner les spécificités afin d'adapter son accompagnement.

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

27 février 2013 • 24 juin 2013

CONTENU

- Conditions d'accès au statut d'apatridie
- Procédure devant l'Ofpra
- Recours devant les juridictions administratives
- Statut et droits qui y sont associés

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec des personnes en demande d'apatridie

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux demandeurs du statut d'apatridie
- ▶ Renforcer l'efficacité de l'accompagnement juridique des usagers
- ▶ Evaluer la pertinence d'une demande d'apatridie pour les déboutés du droit d'asile

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Distinguer les apatrides de droit et de fait
- ▶ Connaître les procédures administratives et juridictionnelles de la demande d'apatridie
- ▶ Connaître en pratique les droits ouverts aux demandeurs du statut d'apatridie

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Analyse de jurisprudence et études de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

INCIDENTS DE PROCÉDURE ET RECOURS DANS LE CADRE DU DROIT D'ASILE

NOUVEAUTÉ

Nombreux sont les incidents ou les décisions susceptibles de porter atteinte aux droits des demandeurs d'asile, tant dans le cadre de leur procédure d'asile qu'en matière de séjour. Un refus de dépôt de demande d'asile, un placement en procédure prioritaire, un défaut d'interprétariat..., sont autant d'événements qui nécessitent des réponses appropriées. Avant d'introduire un recours contentieux, les professionnels peuvent rechercher une solution de conciliation ou former un recours gracieux. Cette formation se propose d'approfondir sous un angle pratique ces différentes voies et leur pertinence au regard des cas rencontrés.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	12 et 13 novembre 2012
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	------------------------

CONTENU

- Réponses possibles face à des pratiques telles que :
 - Refus de dépôt de demande d'asile ou de renouvellement de récépissé
 - Décision de placement en procédure prioritaire ou Dublin
 - Difficultés d'accès à l'hébergement et à l'allocation temporaire d'attente
 - Incidents de procédure à l'Ofpra
- Contestation de la décision CNDA : recours en rectification d'erreur matérielle, pourvoi en cassation et recours en révision

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels chargés de l'accompagnement juridique des demandeurs d'asile

PRÉ-REQUIS

- Maîtriser les fondamentaux du droit d'asile

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Renforcer sa capacité à accompagner les demandeurs d'asile dans le cadre d'incidents survenant au cours de la procédure d'asile

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Identifier les arguments opposables en cas de non respect des droits des demandeurs d'asile
- ▶ Maîtriser les différents types de réponses opposables aux incidents de procédure
- ▶ Connaître les notions de base du droit du contentieux administratif applicables à tous les types de recours contentieux

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

L'ASSISTANCE JURIDIQUE AUX **DÉBOUTÉS** DU DROIT D'ASILE

Face à un rejet définitif de sa demande d'asile, le requérant a souvent le sentiment d'être dans une impasse. Or, d'autres démarches peuvent être envisagées : contestation de la décision de la CNDA, réexamen de la demande d'asile, accès au séjour à un titre autre que celui de l'asile, ce qui implique de contester l'éventuelle décision d'éloignement, ou encore retour volontaire dans le pays d'origine... Aussi, une assistance sur le plan juridique, assurée notamment par les professionnels de l'accueil et de l'hébergement, s'impose.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

27 et 28 juin 2013

CONTENU

- Demande de réexamen d'une demande d'asile et contestation de la décision de la CNDA
- Possibilités d'obtention d'un titre de séjour au regard du droit commun des étrangers
- Programmes et dispositifs d'aide au retour volontaire de l'OFII
- Contestation de la décision d'éloignement

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels chargés de l'accompagnement des demandeurs d'asile

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Explorer et proposer des solutions juridiques suite au rejet d'une demande d'asile
- ▶ Apporter une réponse juridique pouvant faciliter la sortie des CADA

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser le cadre juridique applicable aux déboutés du droit d'asile
- ▶ Explorer les alternatives accessibles aux déboutés du droit d'asile

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Étude de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

LES CONDITIONS D'ACCÈS AU SÉJOUR DES ÉTRANGERS

INCONTOURNABLE

La réforme du droit des étrangers de 2011 a apporté des modifications substantielles aux conditions d'accès au séjour. Parmi celles-ci, on compte la création de la carte bleue européenne, destinée aux étrangers hautement qualifiés, la notion de mariage gris, la restriction de l'accès au séjour des étrangers malades. Cette formation se propose de faire le point sur la procédure et les critères permettant aux étrangers de demeurer sur le territoire français, en insistant sur les dernières évolutions réglementaires et jurisprudentielles.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	08 et 09 avril 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	---------------------

CONTENU

- Conditions générales d'obtention d'un titre de séjour en France
- Conditions d'accès au séjour, catégorie par catégorie
- Procédure d'admission au séjour
- Régimes juridiques spéciaux concernant les ressortissants de certains pays

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel travaillant auprès d'un public étranger

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux étrangers
- ▶ Renforcer l'efficacité de l'accompagnement juridique

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser les dispositions législatives, réglementaires et jurisprudentielles relatives à l'obtention d'un titre de séjour
- ▶ Identifier les différentes étapes de la procédure de demande d'un titre de séjour
- ▶ Adapter son analyse en fonction de la situation de l'étranger : accès classique au séjour, changement de statut et demande de régularisation

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Étude de décisions

L'ACCÈS À LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

INCONTOURNABLE

Chaque année, près de 140 000 étrangers deviennent français. Les voies d'accès à la nationalité sont plurielles et souvent méconnues : par déclaration, naturalisation, acquisition automatique... Certaines modalités ont été durcies par la loi du 16 juin 2011 qui modifie l'évaluation des critères d'intégration ou encore allonge la durée de la procédure pour les conjoints de Français. Cette loi instaure par ailleurs une charte des droits et des devoirs du citoyen français. Il importe que les travailleurs sociaux soient en mesure de s'approprier les dernières évolutions et leurs conséquences pratiques.

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

19 décembre 2012 • 26 avril 2013

CONTENU

- Cas d'accès à la nationalité française
- Procédures d'accès à la nationalité française : par acquisition automatique, par déclaration ou par naturalisation
- Contestation d'un refus de nationalité française
- Différents cas de perte de la nationalité française et réintégration

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel travaillant auprès d'un public étranger

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux candidats à la nationalité
- ▶ Renforcer l'efficacité de l'accompagnement juridique des usagers

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Distinguer les différentes conditions d'accès à la nationalité
- ▶ Explorer les procédures d'accès à la nationalité et les recours possibles

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etude de décisions : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats
- ▶ Cas pratiques

REGROUPEMENT ET RAPPROCHEMENT FAMILIAL

Depuis 2006, les procédures de regroupement et de rapprochement familial des étrangers ont connu d'importantes évolutions. Afin de faire exister le droit des étrangers de vivre en famille, il convient de maîtriser les contours des procédures applicables aux réfugiés statutaires, aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, aux apatrides, aux étrangers de droit commun, sans oublier les personnes concernées par la procédure de « famille accompagnante ».

DURÉE	1 jour	Coût	200 euros	DATES	28 novembre 2012
--------------	--------	-------------	-----------	--------------	------------------

CONTENU

- Champs d'application et conditions du regroupement et du rapprochement familial
- Déroulement des différentes procédures
- Principe de l'unité de famille pour les réfugiés
- Conséquences d'un regroupement familial « sur place »

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel travaillant auprès d'un public étranger

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux étrangers souhaitant faire venir leur famille en France
- ▶ Accompagner un usager dans l'exercice de son droit de vivre en famille

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Distinguer les procédures de regroupement familial et de rapprochement familial
- ▶ Acquérir la maîtrise des conditions et des étapes des procédures de regroupement familial et de rapprochement familial
- ▶ Identifier les arguments susceptibles d'être évoqués à l'appui d'un recours contre une décision de rejet dans ce domaine

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de décisions : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

L'ACCÈS AU SÉJOUR AU TITRE DU TRAVAIL

Les modifications apportées par la réforme du 16 juin 2011 dans ce champ sont le reflet de la politique de l'immigration « choisie », opposant travailleurs hautement et faiblement qualifiés. Un durcissement s'observe quant aux métiers sous tension, qui constituent de moins en moins une voie d'accès au séjour pour les étrangers. Parallèlement, les droits des travailleurs sont renforcés, tout comme la lutte contre le travail illégal. Qu'en est-il en pratique ? Quels sont les critères et procédures permettant d'accéder au séjour au titre du travail ?

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

13 mars 2013

CONTENU

- Conditions d'accès au séjour au titre du travail pour les étrangers, catégorie par catégorie
- Procédure d'admission au séjour au titre du travail et renouvellement du titre de séjour
- Régularisation des travailleurs étrangers en séjour irrégulier
- Accords bilatéraux

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès d'un public étranger

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux candidats au séjour
- ▶ Renforcer l'efficacité de l'accompagnement juridique des usagers

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'obtention d'une autorisation de travail
- ▶ Identifier les différentes étapes de la procédure d'admission au séjour pour raisons professionnelles

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

LES RECOURS DANS LE DOMAINE DU DROIT DES ÉTRANGERS

INCONTOURNABLE

Outre la mesure d'éloignement, d'autres décisions administratives, notamment en matière d'entrée ou de séjour sur le territoire, peuvent compromettre les droits des étrangers. Dans la mesure où les arguments invocables à l'encontre de chacune de ces décisions ne sont pas identiques, il convient de les identifier afin de préparer au mieux les recours qui s'imposent. Cette formation se propose par ailleurs d'aborder les aspects procéduraux du contentieux administratif.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	15 et 16 avril 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	---------------------

CONTENU

- Recours contre un refus de visa : procédure administrative et juridictionnelle
- Recours contre un refus de séjour
- Recours contre une mesure d'éloignement

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels chargés de l'accompagnement juridique d'un public étranger

PRÉ-REQUIS

- Maîtriser les conditions d'accès au séjour

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Développer sa pratique professionnelle en matière de conseil et d'accompagnement juridiques

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Connaître les bases du droit du contentieux administratif
- ▶ Recenser les arguments opposables en cas de non respect des droits des étrangers
- ▶ Apprendre à rédiger un recours administratif ou juridictionnel

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Études de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

L'ÉLOIGNEMENT DU TERRITOIRE FRANÇAIS

L'éloignement du territoire est un domaine qui a été profondément modifié par la loi du 16 juin 2011, largement inspirée par la directive européenne dite « retour ». Que ce soit par la refonte des mesures existantes ou encore par l'instauration d'une interdiction administrative de retour sur le territoire, il s'agit là d'une problématique technique qui nécessite de savoir distinguer les différentes mesures et les moyens de les contester.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

07 et 08 février 2013

CONTENU

- OOTF avec ou sans délai de départ volontaire
- Interdiction de retour et assignation à résidence administratives
- Placement en rétention administrative
- Contestation de ces mesures : analyse de jurisprudence et étude de recours
- Autres mesures d'éloignement (APRF, expulsion, extradition et remise à un Etat tiers)

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec des personnes susceptibles de faire l'objet d'une mesure d'éloignement
- Tout professionnel travaillant dans un lieu de rétention administrative

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Savoir informer les usagers sur les conséquences d'un refus de séjour ou d'une mesure d'éloignement
- ▶ Renforcer sa pratique professionnelle en matière d'accompagnement juridique

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser les différents types de mesures d'éloignement du territoire
- ▶ Connaître les évolutions législatives et jurisprudentielles en matière d'éloignement
- ▶ Connaître les arguments opposables à une décision de placement en centre de rétention
- ▶ Savoir identifier les arguments invocables dans un recours contre une mesure d'éloignement

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Analyse de jurisprudence : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats
- ▶ Études de cas

ACCOMPAGNEMENT DES MINEURS ET JEUNES MAJEURS ÉTRANGERS



MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS

- Prise en charge et accompagnement des mineurs isolés étrangers **I** 32
- La demande d'asile des mineurs isolés étrangers 33
- Mineurs isolés étrangers : du secret professionnel au partage d'informations 34

MINEURS ISOLÉS ET MINEURS ACCOMPAGNÉS

- Mineurs étrangers et accès au séjour à la majorité 35
- Les enfants de l'exil : quel accompagnement? 36
- Accompagner la scolarité des enfants hébergés en CADA **N** 37

PRISE EN CHARGE ET ACCOMPAGNEMENT DES MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS

INCONTOURNABLE

Les mineurs isolés étrangers se situent au carrefour de deux dispositifs légaux qui poursuivent des objectifs parfois contradictoires. D'un côté, le droit français de la protection de l'enfance leur est applicable, quelle que soit leur nationalité. De l'autre, les mineurs isolés étrangers sont confrontés à la législation relative au séjour et à l'entrée des étrangers en France. Aussi, la prise en charge éducative et administrative des mineurs isolés étrangers requiert un savoir spécifique, lié autant à la complexité de leur situation juridique qu'aux conséquences socio-psychologiques de leur parcours migratoire.

DURÉE

3 jours

Coût

550 euros

DATES

19, 20 et 21 novembre 2012
25, 26 et 27 mars 2013

CONTENU

- La protection des mineurs isolés étrangers : repères et enjeux
- État des dispositifs et des politiques publiques
- Accompagnement administratif et juridique des mineurs isolés étrangers
- Spécificités de la démarche éducative
- Aspects psychologiques de l'accompagnement : une approche interculturelle

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel du secteur de la protection de l'enfance
- Tout professionnel en contact avec des mineurs isolés étrangers

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Savoir répondre à la dimension administrative et juridique de la prise en charge des mineurs isolés étrangers
- ▶ Trouver les solutions socio-éducatives les mieux adaptées
- ▶ Connaître l'impact psychologique de l'exil dans la construction du mineur

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser le dispositif de prise en charge administrative des mineurs isolés étrangers
- ▶ Maîtriser les aspects juridiques liés à leur séjour en France
- ▶ Identifier les besoins éducatifs et psychologiques des mineurs isolés étrangers
- ▶ Connaître l'impact de l'exil sur le vécu des mineurs
- ▶ Appréhender la démarche interculturelle

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Études de cas à partir de l'expérience professionnelle des participants

LA DEMANDE D'ASILE DES MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS

Si peu de mineurs isolés étrangers introduisent une demande d'asile, ils sont pourtant nombreux à pouvoir prétendre à une protection internationale. Cette voie d'accès au séjour est peu sollicitée par les professionnels car souvent perçue comme longue, incertaine ou tout simplement méconnue. Savoir orienter le jeune vers cette démarche lorsque cela est pertinent peut pourtant s'avérer déterminant dans une perspective d'accès aux droits. Prendre cette décision et accompagner le mineur nécessite de connaître les enjeux de la demande d'asile et de cerner les difficultés qu'elle peut comporter.

DURÉE

2 jours

COÛT

400 euros

DATES

14 et 15 février 2013

CONTENU

- Pertinence d'une demande d'asile quant à l'accès au séjour
- Rappel du cadre juridique de la demande d'asile
- Représentation légale du mineur isolé étranger durant sa demande d'asile
- Prise en compte de la minorité dans les critères de détermination d'une protection
- Obstacles à l'investissement du mineur dans sa demande d'asile
- Enjeux psychologiques de la demande d'asile pour un mineur

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel chargé de l'accompagnement administratif et juridique de ce public
- Tout professionnel en contact avec des mineurs isolés étrangers

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Savoir évaluer la pertinence d'une demande d'asile pour un mineur
- ▶ Faciliter l'accès du mineur isolé étranger à une protection internationale
- ▶ Améliorer l'accompagnement juridique du mineur isolé étranger en coordination avec l'ensemble des professionnels concernés

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser les différentes voies d'accès au séjour selon l'âge
- ▶ Connaître les spécificités de la demande d'asile d'un mineur
- ▶ Identifier les chances et les risques liés à la démarche de demande d'asile
- ▶ Apprendre à préparer le jeune à cette procédure et à favoriser son implication
- ▶ Comprendre les enjeux psychologiques de la demande d'asile

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Études de cas à partir de l'expérience professionnelle des participants

MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS : DU SECRET PROFESSIONNEL AU PARTAGE D'INFORMATIONS

Dans le domaine de la protection de l'enfance, le secret professionnel a toujours permis de mettre la confiance au cœur des fonctions sociales, tout en contraignant souvent les professionnels à faire face à des contradictions. Les conditions d'arrivée des mineurs isolés étrangers sur le territoire et leur vécu dans le pays d'origine justifient une attention particulière en matière de partage d'informations. La loi du 5 mars 2007 sur la protection de l'enfance permet aux professionnels de s'appuyer sur la notion de secret partagé pour favoriser le partage d'informations à caractère confidentiel. Cela nécessite une évaluation des pratiques professionnelles pour en maîtriser le cadre.

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

21 mai 2013

CONTENU

- Apports des lois du 5 mars 2007 sur la protection de l'enfance et la prévention de la délinquance
- Secret professionnel et secret partagé : définitions, principes et cadre légal
- Exceptions et limites à la règle du secret
- Sanctions en cas de violation du secret professionnel
- Articulation entre le devoir de protéger et le devoir d'informer

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel du secteur de la protection de l'enfance
- Tout professionnel en contact avec des mineurs isolés étrangers

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Être en mesure de déterminer des critères de partage d'informations
- ▶ Mettre en œuvre le secret partagé

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

- ▶ Connaître la réglementation relative au secret professionnel et au secret partagé
- ▶ Se situer entre le secret professionnel et le droit à l'information

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

MINEURS ÉTRANGERS ET ACCÈS AU SÉJOUR À LA MAJORITÉ

Selon qu'il soit né en France ou à l'étranger, qu'il soit accompagné ou isolé, qu'il soit arrivé par le biais du regroupement familial ou en dehors de toute procédure, la situation d'un mineur étranger au regard du séjour varie. Le professionnel chargé de son accompagnement se doit donc de bien maîtriser les règles relatives au séjour et à la nationalité, dans la perspective de l'accès du mineur à la majorité.

DURÉE	1 jour	Coût	200 euros	DATES	12 décembre 2012 • 17 avril 2013
--------------	--------	-------------	-----------	--------------	----------------------------------

CONTENU

- Conditions d'admission au séjour des mineurs et des jeunes majeurs étrangers
- Situation spécifique des mineurs isolés étrangers demandeurs d'asile
- Différentes voies d'accès à la nationalité française
- Éloignement du territoire des mineurs étrangers devenus majeurs

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès de mineurs et de jeunes majeurs étrangers

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Améliorer la qualité de l'information proposée aux mineurs étrangers accédant à l'âge de la majorité
- ▶ Renforcer l'efficacité de l'accompagnement juridique

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser les différentes possibilités d'accès au séjour ou à la nationalité française
- ▶ Identifier les démarches pertinentes selon le profil de l'étranger mineur
- ▶ Connaître les arguments invocables contre l'éloignement d'un mineur devenu majeur

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Études de cas

LES ENFANTS DE L'EXIL : QUEL ACCOMPAGNEMENT ?

La fuite, la violence, le deuil, l'exil et l'attente influent indéniablement sur la façon dont les enfants, qu'ils soient accompagnés ou isolés, appréhendent leur présent et leur nouvel environnement social. Les professionnels de l'intervention sociale peuvent aider ces enfants à se reconstruire en France. Comment appréhender le contenu et les limites de leur intervention ? Comment peuvent-ils guider et soutenir les enfants, leurs parents et les institutions partenaires ?

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

15 et 16 avril 2013

CONTENU

- Théorie des liens d'attachement : impact des ruptures et des déplacements non préparés
- Changements de repères en matière d'éducation des enfants : le passage de sociétés holistes à des sociétés individualistes
- Repérer les signes de traumatismes psychiques
- Spécificité de l'accompagnement des adolescents

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec des mineurs étrangers ou des familles en demande d'asile

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Accompagner et répondre aux besoins spécifiques des enfants et des familles en demande d'asile

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Accéder à des outils d'analyse, de recherche et de sens dans les accompagnements des enfants de l'exil
- ▶ Savoir situer les responsabilités, la place, les fonctions et les limites de l'intervention
- ▶ Identifier les partenaires institutionnels

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Approche théorique pluridisciplinaire : historique, anthropologique, sociologique et psychologique
- ▶ Pédagogie interactive sollicitant la réflexion et l'implication des participants
- ▶ Analyse de situations où des apports théoriques seront associés à la réflexion commune

ACCOMPAGNER LA SCOLARITÉ DES ENFANTS HÉBERGÉS EN CADA

NOUVEAUTÉ

La scolarisation des enfants est l'une des missions des CADA. La réussite scolaire des enfants est aussi souvent un enjeu pour les parents demandeurs d'asile. Comment les intervenants sociaux peuvent-ils soutenir les parents dans le suivi scolaire de leurs enfants et les aider à s'approprier cet environnement institutionnel inconnu et souvent complexe ? Comment peuvent-ils être un relais entre les parents et l'institution scolaire ? Comment mettre en place une aide aux devoirs sans en exclure les parents ? Quelle méthodologie adopter pour favoriser l'intégration scolaire des enfants demandeurs d'asile ?

DURÉE

2 jours

COÛT

400 euros

DATES

14 et 15 novembre 2012

CONTENU

- La scolarisation des primo-arrivants, cadre et enjeux
- Méthodologie d'élaboration d'un projet d'accompagnement à la scolarité
- Notions de français langue de scolarisation
- L'accompagnement des parents dans leur rôle éducatif

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès de familles en CADA

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Favoriser l'autonomie des parents dans l'accompagnement scolaire de leurs enfants
- ▶ Mettre en place un projet d'accompagnement à la scolarité adapté à son contexte
- ▶ Activer un réseau partenarial

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Identifier les différents acteurs de l'accompagnement à la scolarité pour favoriser la mise en lien
- ▶ Construire et organiser une séance d'aide aux devoirs
- ▶ Acquérir des outils méthodologiques adaptés aux familles de demandeurs d'asile
- ▶ Réfléchir à son rôle d'intervenant social dans la scolarisation des enfants

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Mises en situation

ACCUEIL, HÉBERGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL



• Les droits sociaux des demandeurs d’asile	39
• Accompagner les victimes de violences conjugales N ..	40
• Animer un atelier d’apprentissage du français N	41
• L’accueil des demandeurs d’asile en CADA I	42
• La gestion de l’attente : rendre l’usager acteur de son temps	43
• La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA I I	44
• La mise en œuvre du projet personnalisé en CADA II	45
• Préparer et gérer la sortie des réfugiés et des déboutés des CADA I	46

LES DROITS SOCIAUX DES DEMANDEURS D'ASILE

Nombreuses sont les démarches qui doivent être entreprises parallèlement à la procédure d'asile pour garantir à la personne l'accès à ses droits. Des questions spécifiques se posent en outre pour certaines catégories de demandeurs d'asile, comme ceux placés en procédure prioritaire, soumis à la procédure Dublin, ou encore les personnes demandant le statut d'apatride. Afin d'apporter un soutien efficace et une information pertinente aux personnes accompagnées, les professionnels doivent connaître l'ensemble des dispositions légales et des dispositifs existants.

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

1^{er} février 2013

CONTENU

- Droits sociaux et modalités de mise en œuvre : domiciliation, hébergement, ouverture d'un compte, aides sociales, accès aux soins, scolarisation, accès au travail et à la formation...
- Accès aux droits des personnes placées en procédure prioritaire, soumises à la procédure Dublin, ou en demande d'apatridie

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès de personnes en demande d'asile ou d'apatridie

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Être en capacité d'informer les demandeurs d'asile sur leurs droits et de les orienter dans leurs démarches
- ▶ Améliorer la qualité de l'accompagnement des usagers

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser l'ensemble des dispositifs accessibles aux demandeurs d'asile
- ▶ Comprendre les spécificités du public demandeur d'asile

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échange et analyse de pratiques

ACCOMPAGNER LES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES ET FAMILIALES

NOUVEAUTÉ

Face à des situations de violences conjugales ou familiales, les professionnels chargés de l'accompagnement des personnes migrantes ou exilées peuvent se trouver démunis. Comment réagir et quelles démarches entamer ? Les enjeux sont d'ordre social, médical et psychologique pour les victimes, mais également administratif : la rupture de la vie conjugale a en effet des implications directes sur l'accès au séjour et les conditions d'hébergement. A travers une approche psychologique et juridique, il s'agit de mieux détecter, accueillir et accompagner les victimes de violences.

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

07 juin 2013

CONTENU

- Violences conjugales et migration
- La détection des situations de violence conjugale ou familiale
- Accueil, accompagnement et orientation des familles concernées
- Les dispositions légales pour l'accès au séjour des victimes étrangères
- Obstacles à l'application du droit et perspectives

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel travaillant auprès d'un public étranger

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Améliorer l'information et l'orientation des personnes migrantes ou exilées victimes de violences conjugales
- ▶ Renforcer l'efficacité de l'accompagnement juridique des victimes

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Comprendre les situations de violences conjugales et familiales et leurs mécanismes
- ▶ Acquérir des outils d'identification et d'évaluation de ces situations
- ▶ Connaître les possibilités d'orientation
- ▶ Maîtriser le cadre juridique relatif au séjour des victimes étrangères

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

ANIMER UN ATELIER D'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

NOUVEAUTÉ

La maîtrise du français est un vecteur d'insertion et d'autonomie dans la société d'accueil pour tout migrant. Enseigner le français à des demandeurs d'asile, des réfugiés ou des mineurs isolés étrangers implique de mettre en œuvre une pédagogie favorisant l'autonomisation. Par ailleurs, être « natif » et parler français ne suffit pas pour transmettre et enseigner cette langue. L'enseignement du français aux migrants nécessite une démarche pédagogique adaptée, centrée sur les besoins et caractéristiques du public.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

14 et 15 mars 2013

CONTENU

- Prise en compte des contraintes de l'asile et de l'exil dans l'enseignement et l'apprentissage du français
- Outils et ressources pour développer les compétences orales et écrites
- Approche actionnelle interculturelle
- Gestion de l'hétérogénéité du public

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel chargé de l'enseignement du français auprès des demandeurs d'asile, des réfugiés ou des mineurs isolés

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Favoriser l'autonomie socio-langagière du public
- ▶ Favoriser la compréhension de la société d'accueil et de ses institutions
- ▶ Proposer des ateliers adaptés à son contexte d'intervention et favorisant l'intégration sociale, citoyenne et professionnelle du public

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Apprendre à définir le profil et les besoins du public
- ▶ Apprendre à définir un cadre et des objectifs pédagogiques adaptés au public et à son contexte d'intervention
- ▶ Acquérir des outils méthodologiques de base pour enseigner le français aux migrants
- ▶ Construire et animer un atelier pédagogique

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Mises en situation

L'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE EN CADA

INCONTOURNABLE

En tant que catégorie distincte des CHRS, les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) sont encadrés par un certain nombre de textes législatifs et réglementaires. Quelles sont les contraintes légales et contractuelles auxquelles doivent se conformer les CADA ? Quels moyens et quels outils sont mis en place pour assurer un accompagnement de qualité ? Plus que jamais, les acteurs de terrain se doivent de cerner les contours et les enjeux de leurs missions.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

18 et 19 février 2013

CONTENU

- Dispositif national d'accueil : évolution et mise en œuvre de la régionalisation
- Des dispositifs d'urgence à l'admission en CADA
- Règles relatives aux missions des CADA
- Outils de prise en charge et mise en œuvre du droit des usagers
- Accompagnement social en CADA : de l'accueil à la fin de la prise en charge
- Gestion de la sortie des déboutés et des réfugiés

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels du secteur de l'hébergement des demandeurs d'asile

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Avoir une vision d'ensemble et maîtriser son cadre d'intervention

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser le cadre de l'hébergement des demandeurs d'asile
- ▶ Analyser les missions des CADA
- ▶ Mieux appréhender le cadre de travail en CADA de l'entrée jusqu'à la sortie des usagers

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échanges et analyse de pratiques

LA GESTION DE L'ATTENTE : RENDRE L'USAGER ACTEUR DE SON TEMPS

Une des missions confiées aux professionnels intervenant en CADA est de favoriser une « gestion » active du temps par le demandeur d'asile durant l'examen de son dossier. Poser la question de l'occupation du temps, c'est savoir mesurer l'impact de cette attente sur le vécu des personnes qui la subissent. Aussi, comment aider le demandeur d'asile à gérer de façon active cette attente ? Quel sens donner aux activités occupationnelles proposées en centre d'hébergement ? Comment mobiliser toutes les ressources de l'individu afin de lui permettre d'investir le présent ?

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	07 et 08 mars 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	--------------------

CONTENU

- Deuil de l'histoire passée et adaptation en France
- Rôle des travailleurs sociaux et de la structure d'accueil dans la reconstruction des individus et du lien social
- Analyse des logiques mises en œuvre dans les activités « occupationnelles »

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès de personnes en demande d'asile

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Prendre en compte la dimension de l'attente dans l'accompagnement social des demandeurs d'asile
- ▶ Mobiliser les personnes autour d'une dynamique de projet

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Mieux comprendre les attitudes et les comportements de passivité manifestés par certains demandeurs d'asile
- ▶ Réfléchir aux moyens d'aider les personnes en attente à mettre ce temps au profit de leur projet de vie, et ce quelle que soit la réponse de l'administration à leur demande d'asile

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Mises en situation
- ▶ Échanges sur les pratiques

LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PERSONNALISÉ EN CADA I

INCONTOURNABLE

Parce que l'accompagnement proposé en CADA n'a pas pour vocation de travailler sur l'insertion, les professionnels peuvent s'interroger sur la manière de mettre en œuvre le projet individualisé dans ce contexte. Or, il apparaît que l'accompagnement social peut avoir pour objectif, entre autres, de soutenir les ressources préalables à l'insertion, qu'elle ait vocation à se réaliser ici ou ailleurs. Dès lors, le projet individualisé peut être axé sur la résolution de certaines problématiques et sur le soutien et le développement des ressources et compétences sociales de l'individu, en vue de favoriser sa capacité de mobilisation.

DURÉE 2 jours

Coût 400 euros

DATES 11 et 12 octobre 2012

CONTENU

- Projets personnalisés et projet d'établissement
- Projet personnalisé au regard des missions d'accompagnement en CADA
- Méthodologie et construction d'un référentiel à partir des ressources du demandeur d'asile
- Place de chacun des professionnels dans la mise en œuvre et le rôle de la personne dans le cadre de son projet

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels intervenant en CADA

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Mettre en œuvre une méthodologie d'élaboration de projet
- ▶ Mobiliser les ressources de l'utilisateur
- ▶ Construire et utiliser des outils et des supports d'aide à l'orientation et l'accompagnement social

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Comprendre les enjeux du projet personnalisé au regard du code de l'action sociale et des missions des CADA
- ▶ Maîtriser la méthodologie d'élaboration des outils et des supports du projet

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Études de cas : travail sous-groupes et mutualisation des résultats

LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PERSONNALISÉ EN CADA II

S'inscrivant dans le prolongement du module précédent, cette formation est conçue comme une action de consolidation des acquis, d'état des lieux et d'analyse de la mise en œuvre des projets personnalisés au sein de l'établissement. Elle se fonde sur le retour d'expérience des professionnels en matière de projet personnalisé et vise à répondre à leurs interrogations et à identifier des perspectives d'adaptation de leurs pratiques professionnelles, pour favoriser la participation des usagers à leur propre projet.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	25 et 26 février 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	-----------------------

CONTENU

- Etat des lieux et identification des leviers et difficultés repérés dans la mise en œuvre de la démarche projet en CADA
- Analyse des modes d'intervention auprès des personnes accueillies
- Coordination du projet comme une garantie de mise en œuvre
- Evaluation du projet personnalisé et réactualisation d'une procédure

PUBLIC CONCERNÉ

- Professionnels intervenant en CADA

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Améliorer l'articulation entre projets personnalisés et projet d'établissement
- ▶ Identifier et mettre en œuvre des stratégies en matière de projet personnalisé
- ▶ Faciliter la participation de l'utilisateur tout au long de la démarche du projet qui le concerne

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Renforcer les outils de lecture du cadre juridique relatif au projet personnalisé
- ▶ Identifier les points forts, faiblesses, leviers et points de vigilance du fonctionnement actuel

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et méthodologiques
- ▶ Études de cas : travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

PRÉPARER ET GÉRER LA SORTIE DES RÉFUGIÉS ET DES DÉBOUTÉS DES CADA

INCONTOURNABLE

Afin de réduire les difficultés que présente la mission de sortie confiée aux CADA, les professionnels de l'hébergement se doivent d'anticiper et de préparer la sortie dès l'arrivée des usagers en centre. En effet, la gestion de la sortie implique la recherche d'une orientation adaptée à chaque usager, qu'il soit réfugié ou débouté, et la mise en place d'un réseau de partenaires associatifs et institutionnels susceptibles d'être mobilisés.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

06 et 07 mai 2013

CONTENU

- Autonomisation des réfugiés par l'ouverture de leurs droits et leur inscription dans les dispositifs spécifiques
- Personnalisation de l'accompagnement par l'emploi
- Accès au logement des réfugiés : approche individuelle et collective
- Spécificité de l'accompagnement des déboutés vers la sortie
- Préparation de l'usager à la décision de rejet

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant en CADA

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Connaître les différents dispositifs et alternatives à portée des usagers, quelle que soit l'issue de leur dossier
- ▶ Impulser l'autonomisation de l'usager
- ▶ Savoir se préparer et préparer l'usager à la sortie du CADA dans le cadre d'un travail d'équipe

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Connaître les différents dispositifs permettant la sortie des CADA
- ▶ Acquérir une vision à long terme du parcours du demandeur d'asile

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Échange de pratiques

ENCADREMENT ET PILOTAGE DU TRAVAIL SOCIAL



- La fonction cadre : enjeux, positionnement et compétences **N** 48
- Les responsabilités des professionnels du secteur social..... 49
- Droits des usagers et concept de bienveillance..... 50
- Évaluation interne en CADA: mettre à profit les démarches engagées **N** 51

LA FONCTION CADRE : ENJEUX, POSITIONNEMENT ET COMPÉTENCES

NOUVEAUTÉ

Dans un secteur social en pleine mutation, la fonction du cadre s'est complexifiée ces dernières années, s'enrichissant de nouvelles dimensions. Le cadre n'est pas seulement le garant du sens du travail d'accompagnement social, il doit également accompagner les changements entraînés par la loi 2002-2, évaluer les pratiques et garantir leur qualité, analyser les enjeux politiques et stratégiques du secteur... Comment se situer et assumer son rôle face à des enjeux pluriels? Cette formation propose des repères pour se positionner et améliorer les stratégies d'encadrement.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

18 et 19 mars 2013

CONTENU

- Approche conceptuelle du positionnement du cadre et identification des champs de responsabilités
- Les évolutions du secteur social ; relations entre sphères politique et technique
- Les enjeux de la fonction de cadre dans un contexte en mutation
- La fonction managériale et ses champs
- Compétences et responsabilités

PUBLIC CONCERNÉ

- Cadres du secteur social souhaitant consolider leurs références théoriques et méthodologiques et adapter leur positionnement

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Savoir se situer en tant que cadre : positionnement, responsabilités
- ▶ Savoir mettre en œuvre des stratégies d'encadrement et d'accompagnement en cohérence avec les enjeux du secteur

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Appréhender les évolutions du secteur social et leurs conséquences sur la fonction cadre
- ▶ Structurer des repères pour exercer sa fonction
- ▶ Délimiter les compétences du cadre en tant que manager et membre d'une équipe de direction

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

LES RESPONSABILITÉS DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR SOCIAL

Au-delà de la formalisation des droits et devoirs réciproques, le contrat de séjour contribue à la responsabilisation des acteurs. La responsabilité des usagers et celle des directeurs d'établissement peut en effet être engagée en cas de litige ou de difficulté lors de la mise en œuvre du contrat de prise en charge. Il s'avère de ce fait nécessaire de bien maîtriser les règles juridiques qui encadrent l'accueil et l'hébergement de l'usager.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	11 et 12 avril 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	---------------------

CONTENU

- Responsabilité des institutions et des professionnels
- Responsabilité civile, délictuelle et contractuelle
- Exécution du contrat
- Responsabilité pénale

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel chargé de l'encadrement d'une structure du secteur social

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ S'adapter aux exigences et obligations contractuelles
- ▶ Prévenir et gérer les risques en matière administrative, civile et pénale
- ▶ Garantir les droits et les obligations des usagers et de l'établissement

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Appréhender les notions de responsabilité administrative, civile et pénale
- ▶ Maîtriser la procédure et les outils de sanction

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échange et analyse de pratiques

DROITS DES USAGERS ET CONCEPT DE BIENTRAITANCE

Si le contrat de séjour pose un cadre formel permettant de définir et de garantir la réciprocité des droits et devoirs de l'utilisateur et de l'établissement, il est essentiel que les professionnels intervenant en CADA questionnent individuellement et collectivement leurs pratiques en vue d'améliorer la relation avec les usagers. Aborder la notion de bientraitance en CADA, c'est réfléchir entre autres à l'accueil, au droit à l'information et à la participation, à l'adéquation entre les projets d'établissement et individuels et les besoins des personnes hébergées ou encore à leur confort et leur sécurité. Dans cette démarche, le respect de la dignité de chacun et de sa singularité constitue le fil conducteur.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

27 et 28 mai 2013

CONTENU

- Statut de l'utilisateur et mise en œuvre des droits des usagers
- Concept de bientraitance :
 - ses composantes
 - sa concrétisation dans l'accompagnement en CADA

PUBLIC CONCERNÉ

- Cadres et intervenants des structures du secteur social

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Garantir le respect des droits des usagers
- ▶ Améliorer la relation avec l'utilisateur

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Connaître les dispositions réglementaires applicables en matière de prise en charge
- ▶ Appréhender la mise en œuvre du concept de bientraitance dans le cadre de la prise en charge en CADA
- ▶ Interroger ses pratiques et le sens de sa mission auprès des usagers
- ▶ Définir des critères d'alerte en matière de maltraitance

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échange et analyse de pratiques

ÉVALUATION INTERNE EN CADA: METTRE À PROFIT LES DÉMARCHES ENGAGÉES

NOUVEAUTÉ

L'évaluation interne permet aux centres d'accueil pour demandeurs d'asile d'engager une réflexion collective sur la qualité des services proposés aux usagers. Tirer pleinement parti de cette démarche suppose de l'inscrire dans la perspective d'une amélioration continue et de l'articuler avec les exigences de l'évaluation externe. Comment faire de l'évaluation interne un levier de changement concret ? Comment l'utiliser pour préparer l'évaluation externe et pérenniser les démarches engagées ?

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

10 avril 2013

CONTENU

- Retour sur le contexte réglementaire et les exigences institutionnelles
- Etapes et méthodes de l'évaluation interne
- Conception et mise en œuvre des tableaux de bord en vue de l'évaluation externe
- Outils de suivi
- De l'évaluation à l'amélioration continue de la qualité

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel chargé de l'encadrement d'une structure du secteur social

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Appréhender la démarche d'évaluation interne dans la perspective de l'évaluation externe
- ▶ Maîtriser et tirer parti des outils permettant d'apprécier l'activité et la qualité du service rendu

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Maîtriser les différentes étapes de l'évaluation interne au sein de son établissement
- ▶ Elaborer des tableaux de bord en adéquation avec les objectifs
- ▶ Définir des modalités de suivi de l'évaluation
- ▶ Appréhender l'articulation des évaluations interne et externe

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et méthodologiques
- ▶ Exercices pratiques, travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

OUTILS ET PRATIQUES DU TRAVAIL SOCIAL



- Sens et finalité de la relation d'aide **I** 53
- La distance professionnelle dans le travail social **N** 54
- Mieux communiquer en situation d'entretien 55
- Favoriser la communication avec l'utilisateur non-francophone 56
- Le travail social en situation interculturelle **I** 57
- Appréhender le fait religieux dans le travail social 58
- Les travailleurs sociaux face aux discriminations 59
- La gestion du stress 60
- Médiation et gestion des conflits 61
- Comprendre et prévenir les violences dans le travail social **N** 62
- Conduite de projet en animation socioculturelle 63
- Travailler avec des groupes d'utilisateurs 64

SENS ET FINALITÉ DE LA RELATION D'AIDE

INCONTOURNABLE

La relation d'aide se trouve au cœur des missions confiées aux professionnels du champ social. Il s'agit pour le travailleur social non pas de se substituer à la personne auprès de laquelle il intervient mais bien de l'accompagner et de l'aider à faire ses propres choix. Aussi, comment parvenir à créer une relation de confiance avec l'utilisateur ? Comment s'impliquer tout en gardant suffisamment de distance ? Comment impulser l'autonomie des personnes accompagnées ?

DURÉE

2 jours

COÛT

400 euros

DATES

05 et 06 novembre 2012

CONTENU

- Définition de la relation d'aide
- Positionnement de l'intervenant social dans une relation d'aide
- Entretien comme outil de régulation de la relation d'aide
- Écoute, reformulation empathique, non-directivité et décentration
- Angoisse dans la relation d'aide

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès d'un public demandeur d'asile

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Connaître les spécificités de la relation d'aide en CADA
- ▶ Se situer et situer l'utilisateur dans la relation d'aide
- ▶ Améliorer la relation avec l'utilisateur
- ▶ Favoriser l'expression de son interlocuteur

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Identifier la nature de la relation d'aide
- ▶ Comprendre les situations de détresse liées à la migration et à l'exil
- ▶ Se familiariser avec l'entretien comme outil de régulation de la relation d'aide
- ▶ Renforcer ses capacités d'implication empathique
- ▶ Développer des compétences relationnelles face à l'altérité

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Mise en situation
- ▶ Échanges sur les pratiques

LA DISTANCE PROFESSIONNELLE DANS LE TRAVAIL SOCIAL

NOUVEAUTÉ

La notion de distance professionnelle traduit le triple recul que prend le professionnel dans une relation d'aide : par rapport à l'autre, par rapport à lui-même et par rapport à son mandat. Il s'agit donc d'un travail permanent sur les relations, les sentiments, les intentions, qui permet d'ajuster sa posture professionnelle et d'établir une relation d'aide fructueuse. Travailler sur la distance professionnelle permet d'améliorer l'écoute et la compréhension de l'usager tout en évitant l'épuisement et le découragement.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

15 et 16 octobre 2012

CONTENU

- Approches théoriques de la distance : les notions d'empathie, de résonance, de don et contre-don
- Malentendus interculturels autour de la relation professionnelle
- Distance et autonomisation de l'usager
- Le conflit comme révélateur et source de distance
- Le temps et le quotidien, producteurs d'intimité

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel de l'action sociale

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Se positionner dans l'accompagnement
- ▶ Trouver un équilibre entre implication et prise de recul
- ▶ Gagner en aisance et en efficacité dans l'aide apportée aux usagers

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Clarifier la notion de distance professionnelle et acquérir des outils de réflexion
- ▶ Comprendre son implication personnelle dans la relation à l'usager
- ▶ Comprendre les processus permettant d'ajuster sa distance professionnelle

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Etudes de situations

MIEUX COMMUNIQUER EN SITUATION D'ENTRETIEN

Véritable outil de communication, l'entretien peut se définir comme une relation entre deux personnes désireuses d'échanger des informations sur un sujet précis et dans un but clairement défini. Il s'agit par ailleurs de l'un des piliers des pratiques professionnelles de l'accompagnement social. C'est un moment privilégié, fort pour les interlocuteurs, où chacun pourra focaliser toute son attention sur l'autre, s'ajuster au fur et à mesure et ainsi créer les conditions d'un échange direct et constructif. Cependant, pour être efficace, l'entretien se prépare, se conduit et se conclut.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	28 février et 01 mars 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	----------------------------

CONTENU

- Spécificité et typologie des entretiens professionnels
- Préparation et structuration d'entretiens (de l'ouverture jusqu'à la conclusion)
- Attitudes, outils et techniques de l'écoute active et empathique
- Dynamique et influence du langage non verbal dans la relation de face à face
- Gestion de propos ou de comportements ressentis comme déstabilisants

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel de l'intervention sociale

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Gagner en aisance et en efficacité dans la conduite d'un entretien professionnel

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Identifier différents types d'entretiens professionnels
- ▶ Accéder à des repères pour se préparer à un entretien
- ▶ Pratiquer une écoute active et empathique
- ▶ Comprendre la finalité de l'entretien dans l'accompagnement social

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Éclairages théoriques et apports méthodologiques
- ▶ Jeux de rôle, mises en situation et analyse en commun
- ▶ Tests et exercices spécifiques à l'entretien

FAVORISER LA COMMUNICATION AVEC L'USAGER NON-FRANCOPHONE

Toute relation d'aide ou d'accompagnement suppose une communication entre l'usager et l'intervenant social. Face à un public non-francophone, celle-ci peut sembler plus complexe. Si dans le cadre de l'aide au récit, l'intervenant social peut faire appel à un interprète pour optimiser la communication, au quotidien il est souvent contraint d'improviser des solutions. Aussi, comment l'intervenant social peut-il parvenir à se faire comprendre et à être compris par l'usager non-francophone ?

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

13 et 14 décembre 2012

CONTENU

- Introduction à la communication interpersonnelle
- Langage non-verbal : l'espace physique, l'espace vocal
- Entretien de face à face avec l'usager non-francophone
 - la préparation de l'entretien
 - l'écoute empathique : attitudes et techniques

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec un public non-francophone

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Donner et collecter des informations claires et précises au-delà de la barrière de la langue
- ▶ Développer sa communication non-verbale pour mieux se faire comprendre

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Prendre conscience de l'importance du langage non-verbal dans les échanges interculturels
- ▶ Développer son expression physique et vocale pour mieux se faire comprendre des usagers non-francophones
- ▶ Savoir observer et décrypter les comportements de son interlocuteur

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Éclairages théoriques
- ▶ Exercices individuels et collectifs et mutualisation des résultats
- ▶ Autoscopie permettant aux participants de repérer leurs points forts et leurs axes d'amélioration

LE TRAVAIL SOCIAL EN SITUATION INTERCULTURELLE

INCONTOURNABLE

L'accompagnement social de personnes étrangères interroge souvent la pratique des professionnels. La relation d'aide en situation interculturelle serait rendue plus complexe du fait des différences culturelles en jeu. Or, ces différences sont parfois surestimées et surinvesties, ce qui contribue à ce qu'une difficulté, une incompréhension, soit attribuée à une différence culturelle plutôt qu'à une différence avec l'autre. Toute démarche interculturelle doit pourtant s'appuyer sur une compréhension mutuelle et sur l'acceptation de la différence de l'autre en tant qu'individu et non pas simplement en tant qu'étranger.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

25 et 26 octobre 2012 • 21 et 22 mars 2013

CONTENU

- Culture et construction identitaire
- Migration, acculturation et dynamique identitaire
- Les effets de l'interculturalité dans la relation d'aide
- La compétence interculturelle dans le travail social : comment se décentrer et co-construire la relation d'aide

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel de l'intervention sociale

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Mieux communiquer en situation interculturelle
- ▶ Savoir repérer les tensions et les conflits dus à l'incompréhension et à la déstabilisation culturelle
- ▶ Savoir se situer de façon constructive dans des situations a priori contradictoires (entre adultes, en équipe, avec les enfants et leurs familles)

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Appréhender la notion de culture
- ▶ Appréhender la relation d'aide en situation interculturelle
- ▶ Développer la compétence interculturelle

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Travail en individuel et en groupe, mutualisation des résultats
- ▶ Travail à partir de situations de terrain rencontrées par les participants

APPRÉHENDER LE FAIT RELIGIEUX DANS LE TRAVAIL SOCIAL

La question de la place du religieux dans le domaine public a été réactivée en raison des apports culturels et religieux de populations aux origines diverses. Comment, dans sa pratique, placer une frontière entre ce qui relève du religieux et ce qui relève du culturel, tout en maintenant une relation basée sur la confiance et en dehors de tout jugement ? Comment expliquer ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas au regard des textes qui régissent l'accueil en structures d'hébergement, mais aussi au regard de la loi ?

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

23 et 24 octobre 2012 • 13 et 14 juin 2013

CONTENU

- Fait religieux et laïcité : principes anthropologiques, sociologiques et philosophiques
- Situations migratoires en France et environnement politique, économique et culturel
- Diversité des publics à travers la prise en compte des dimensions religieuses
- Prise en compte du fait religieux dans la relation avec l'utilisateur
- Situations « critiques » qui interrogent le rôle et la fonction des professionnels et les principes laïcs qui guident leur action

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel de l'intervention sociale

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Trouver le juste positionnement par rapport au fait religieux dans le travail social
- ▶ Élaborer des réponses éducatives respectueuses des croyances de chacun, des principes laïcs et des valeurs portés par les établissements
- ▶ Comprendre la signification du fait religieux dans la relation avec l'utilisateur

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Clarifier les composantes du fait religieux
- ▶ Appréhender les spécificités religieuses organisant les relations sociales et familiales
- ▶ Différencier les notions de culture, de traditions et les formes de religiosité
- ▶ Analyser les pratiques religieuses actuelles et les mettre en perspective avec l'exigence d'une démarche laïque

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Mise en situation
- ▶ Analyse et échange de pratiques

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX FACE AUX **DISCRIMINATIONS**

Les inégalités de traitement à caractère discriminatoire ont des répercussions sur les parcours des étrangers et des populations d'ascendance étrangère. Reconnues et combattues par un appareil législatif, les discriminations relèvent de processus complexes liés à un ensemble de facteurs sociaux, psychologiques, économiques. Les professionnels du secteur social exerçant leurs missions auprès des populations étrangères peuvent être les témoins de ces inégalités. L'éthique de leur engagement les amène à se positionner et à réfléchir aux risques que comporte l'existence de représentations, de pratiques sociales qui souvent, sans désigner un auteur précis, tendent à alimenter, à renforcer des processus discriminatoires.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	04 et 05 avril 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	---------------------

CONTENU

- Clarification des concepts
- Diversité des discriminations et leur traitement juridique
- Distinguer les différents processus : ethnocentrisme, racisme, discriminations directes et indirectes

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel de l'intervention sociale

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Améliorer l'information proposée aux usagers en matière de discriminations
- ▶ Savoir se situer de façon constructive face à des situations discriminatoires

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Comprendre les processus discriminatoires et leur traitement
- ▶ Identifier les mécanismes sociaux et psychosociaux au fondement de ces inégalités
- ▶ Appréhender le rôle des professionnels face aux discriminations

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Étude de cas et jeux de rôle

LA GESTION DU STRESS

L'urgence, l'agressivité, la détresse psychologique et sociale de l'usager, voire des conditions de travail difficiles, peuvent constituer, avec d'autres, des facteurs générateurs de stress. Comment y faire face ? Quels sont les mécanismes par lesquels le stress s'installe et quelles sont ses conséquences sur l'individu et l'activité ? Comment transformer son stress de façon positive et comment adapter son comportement dans des situations génératrices de stress ?

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

28 et 29 mars 2013

CONTENU

- Deux grands types de stress
- Sources du stress et cycle du changement
- Maîtrise du stress
- Travail corporel : un moyen efficace pour gérer le stress

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout public

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Faire face aux pressions professionnelles
- ▶ Trouver des solutions pertinentes d'amélioration ou d'adaptation des comportements face aux tensions et conflits

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Savoir analyser ses émotions
- ▶ Savoir affronter et s'affirmer dans des situations difficiles
- ▶ Gérer et réduire les conséquences du stress
- ▶ Transformer le stress en énergie positive

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Éclairages théoriques
- ▶ Analyse de situations

MÉDIATION ET GESTION DES CONFLITS

Dans leurs relations avec les usagers, les travailleurs sociaux sont parfois confrontés à des conflits et amenés à jouer un rôle de médiateur. Cette médiation interroge la fonction même du travailleur social, surtout lorsque son intervention n'est pas sollicitée par l'utilisateur. La disponibilité des professionnels et la qualité de leur accompagnement peuvent également être affectées en cas de conflit au sein des institutions ou des équipes. D'où l'importance d'analyser toutes les sources de tension afin d'élargir ses possibilités de résolution.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	13 et 14 décembre 2012
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	------------------------

CONTENU

- Définition et traitement du conflit
- Médiation : définition, présentation, mise en situation
- L'interculturalité dans le travail social
- Analyse de situations conflictuelles attribuées à des différences culturelles
- Stratégies de contact interculturel : de l'exclusion à la coopération

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel de l'intervention sociale

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Prévenir et gérer les situations de conflit
- ▶ Expérimenter la posture de tiers dans les relations
- ▶ Distinguer les ressources culturelles de l'instrumentalisation du culturel

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Se positionner en situation conflictuelle
- ▶ S'initier au processus de médiation
- ▶ Savoir faire émerger des solutions par les personnes
- ▶ Appréhender les différences culturelles dans la gestion des conflits

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Travail en individuel et en groupe et mutualisation des résultats

COMPRENDRE ET PRÉVENIR LES VIOLENCES DANS LE TRAVAIL SOCIAL

NOUVEAUTÉ

La violence, déclarée ou latente, est une question à laquelle toute structure du secteur social est confrontée au quotidien. En actes ou en paroles, elle suscite des résonances chez les professionnels, interfère dans la relation d'aide et peut devenir source de conflits au sein de l'équipe ou de l'établissement. Pouvoir gérer les violences nécessite de les analyser, de les différencier, d'en comprendre les causes et de savoir les anticiper.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

18 et 19 mars 2013

CONTENU

- Définitions des violences, abus et maltraitances
- De la souffrance de l'usager à la souffrance du professionnel
- Distinction entre actes négatifs et sentiments négatifs
- La contention collective de la violence
- Comprendre le refus de la relation d'aide

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel de l'intervention sociale

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Prévenir les risques de tension avec l'usager
- ▶ Faire face à l'agressivité et à la violence de l'usager
- ▶ Définir des protocoles de réponse aux actes les plus violents

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Comprendre les mécanismes de la violence verbale ou physique
- ▶ Différencier actes et sentiments négatifs pour adopter des réponses appropriées
- ▶ Structurer des repères pour une attitude sécurisante face à des comportements violents

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Analyse de situations
- ▶ Jeux de rôle

CONDUITE DE PROJET EN ANIMATION SOCIOCULTURELLE

Pour mener à bien un projet socioculturel, il est indispensable de savoir se positionner dans un contexte mouvant et complexe. Sa mise en œuvre suppose de connaître et d'être à l'écoute du territoire dans lequel on évolue, de définir des objectifs clairs et de savoir les communiquer. Réussir à mobiliser les personnes autour d'une dynamique de projet n'est pas toujours évident : il faut être inventif et savoir développer des partenariats internes et externes à l'organisation, tout en s'assurant d'une gestion rigoureuse et d'une évaluation de ses résultats. Conçue dans une perspective interdisciplinaire, cette formation propose des outils pour accompagner ces projets avec efficacité.

DURÉE	2 jours	COÛT	400 euros	DATES	30 et 31 mai 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	-------------------

CONTENU

- Analyse des besoins (besoins objectifs et ressentis, la question de l'interculturel, réussir à susciter la motivation et à faire participer)
- Gestion de projet (initialisation et déroulement du projet)
- Construire une action d'animation (méthodologie d'élaboration, mise en œuvre des méthodes pédagogiques, techniques d'animation)

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel de l'intervention sociale

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Mettre en œuvre une méthodologie de gestion de projet
- ▶ Renforcer ses qualités d'animateur
- ▶ Trouver l'équilibre entre dynamique de projet et contraintes d'organisation

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Formuler des objectifs avec précision
- ▶ Maîtriser les différentes étapes de la mise en œuvre d'un projet d'animation
- ▶ Renforcer ses compétences en conduite de projet
- ▶ Optimiser son mode de fonctionnement et mettre en place de nouvelles stratégies

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Travail en individuel et en groupe et mutualisation des résultats

TRAVAILLER AVEC DES **GROUPES D'USAGERS**

Qu'elles aient une visée d'information, de sensibilisation, d'autonomisation ou qu'elles soient simplement récréatives, de multiples activités mises en œuvre par les professionnels intervenant dans des structures d'accueil et d'hébergement sont réalisées en face à face avec des groupes d'utilisateurs. La connaissance et la maîtrise des méthodologies de travail adaptées à ce contexte permettent d'intervenir en fonction des caractéristiques du groupe, de sa dynamique et des objectifs de travail spécifiques proposés. Comment optimiser ce type d'intervention au bénéfice des utilisateurs ? Quelles sont les démarches de travail propres au travail social et éducatif avec les groupes ? Comment les mettre en œuvre ?

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

04 et 05 février 2013

CONTENU

- Place des utilisateurs dans le dispositif social et médico-social
- Dimensions psychosociologiques et types de fonctionnement du groupe
- Rôle du travailleur social dans un contexte d'intervention auprès des groupes
- Maîtrise des outils et des méthodes requis dans ce cadre de travail

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel de l'intervention sociale

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Connaître et développer les conditions de mise en œuvre de l'intervention éducative et sociale avec des groupes d'utilisateurs
- ▶ Repérer les potentialités et les difficultés propres au fonctionnement des groupes
- ▶ Savoir animer et conduire des activités avec des groupes

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Concevoir et perfectionner l'élaboration des méthodologies de travail social avec les groupes
- ▶ Réfléchir aux obstacles rencontrés dans ce contexte de travail et aux stratégies permettant de les surmonter

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et méthodologiques
- ▶ Exercices pratiques et mises en situation
- ▶ Analyse collective d'expériences professionnelles des participants

SANTÉ DES MIGRANTS



- Psychotraumatismes chez les réfugiés **1** 66
- Du deuil à la reconstruction de soi 67
- Accompagner les migrants dans leurs démarches de santé **1** 68
- Les actions de prévention santé auprès de migrants 69
- Les représentations socioculturelles de la santé et de la maladie 70

PSYCHOTRAUMATISMES CHEZ LES RÉFUGIÉS

INCONTOURNABLE

Parce qu'ils ont été exposés à la barbarie, à la cruauté, à la torture ou à des traitements inhumains et dégradants, les réfugiés manifestent souvent des symptômes de détresse psychologique : revécu persistant de l'évènement traumatique, amnésie totale ou partielle, irritabilité, troubles du comportement, conduites addictives.... Afin que les personnes bénéficient d'une prise en charge adaptée, les professionnels de l'action sociale doivent être en mesure de repérer les signes de détresse des personnes qu'ils accompagnent.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

22 et 23 octobre 2012 • 02 et 03 avril 2013

CONTENU

- Impact psychologique de la guerre, de la torture et de la répression
- Prise en charge psychologique et suivi médical
- Troubles comportementaux chez les enfants exposés à des violences
- Impact des violences sur la dynamique familiale
- Les victimes de violences sexuelles
- Positionnement des travailleurs sociaux

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès d'un public demandeur d'asile ou réfugié

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Mieux communiquer avec les usagers par une meilleure appréhension des phénomènes traumatiques
- ▶ Être en mesure d'évaluer l'urgence d'une consultation médicale et/ou psychologique
- ▶ Orienter les personnes vers les professionnels les plus appropriés

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Connaître les références psychopathologiques à propos du traumatisme
- ▶ Découvrir les repères cliniques sur les réactions aux violences intentionnelles
- ▶ Appréhender des indicateurs cliniques pour les enfants et adolescents confrontés aux violences collectives
- ▶ Disposer de repères en matière d'orientation médico-psychologique
- ▶ Identifier les compétences et les limites de l'intervention sociale

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Échange et analyse de pratiques et de situations concrètes amenées par les participants

DU DEUIL À LA **RECONSTRUCTION** DE SOI

Si la reconnaissance d'un statut met un terme à un parcours d'obstacles et permet au réfugié de se sentir reconnu dans sa souffrance, il impulse également un douloureux travail intérieur : le travail du deuil. Le deuil du pays d'origine, le deuil suite à la perte de proches mais aussi le deuil d'une position et d'une situation sociale. Ce deuil est pourtant une étape nécessaire dans la vie du réfugié car il représente un chemin à parcourir afin de se reconstruire.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	04 et 05 avril 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	---------------------

CONTENU

- Départ traumatique et répercussions des violences sur le psychisme
- Fractures de l'exil
- Le travailleur social face aux signes de la souffrance
- Deuils nécessaires et oublis impossibles
- Deuil et exil : l'importance des rituels
- Une nouvelle construction vers une identité ouverte

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès d'un public demandeur d'asile ou réfugié

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Savoir écouter, observer et comprendre la parole et les attitudes du réfugié afin d'appréhender le travail de reconstruction durant les étapes de l'accompagnement

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Identifier les mécanismes de défense mis en place par le réfugié
- ▶ Donner des informations et des repères théoriques transdisciplinaires (psychologie, sociologie) à propos de l'exil, des mécanismes du deuil et de leurs manifestations

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Échange et analyse de pratiques et de situations concrètes amenées par les participants

ACCOMPAGNER LES MIGRANTS DANS LEURS DÉMARCHES DE SANTÉ

INCONTOURNABLE

La problématique de la santé des personnes hébergées interroge les travailleurs sociaux. Dans la mesure où la prise en charge médicale et les soins relèvent du corps médical, certains d'entre eux ont le sentiment de ne pas avoir d'emprise sur cette dimension de l'accompagnement. Pourtant, l'orientation des usagers vers des professionnels spécialisés suppose une bonne connaissance du système de santé, du corps médical, des examens médicaux obligatoires, des pathologies et maladies récurrentes chez les migrants

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

11 et 12 mars 2013

CONTENU

- Système français d'accès aux soins
- Spécificités de la prise en charge médicale des demandeurs d'asile
- Relations entre les différents acteurs : le patient, le médecin et le travailleur social
- Rôle et fonction du travailleur social dans le suivi de la santé
- Gestion du secret professionnel
- Accompagnement dans une structure de santé

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec des migrants

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Améliorer la prise en charge médicale des migrants

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Développer une approche globale de la problématique de la santé et de ses acteurs
- ▶ Identifier l'origine des difficultés rencontrées dans le suivi de la santé des usagers
- ▶ Interroger les pratiques professionnelles en matière de prise en charge sanitaire des demandeurs d'asile

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échange et analyse de pratiques

LES ACTIONS DE PRÉVENTION SANTÉ AUPRÈS DE MIGRANTS

Même s'ils n'ont pas vocation à se substituer au personnel de santé, les travailleurs sociaux peuvent jouer un rôle central quant à l'accès aux soins des publics qu'ils accompagnent. Ils contribuent en effet à faciliter le contact avec le corps médical, à orienter les usagers dans leurs démarches, mais aussi à les informer et à les sensibiliser sur différentes thématiques (tuberculose, diabète, maladies sexuellement transmissibles...) par le biais d'actions de prévention et de promotion de la santé. Comment mettre en place des projets qui répondent aux besoins des migrants sans pour autant les stigmatiser ? Quels thèmes aborder et comment ? Quels sont les outils et techniques à disposition des professionnels de l'action sociale ?

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	06 et 07 décembre 2012
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	------------------------

CONTENU

- Identifier les besoins en matière de santé des migrants et des demandeurs d'asile
- Définir la finalité et les objectifs d'une action de prévention destinée à ce public
- Monter une action de prévention en matière de santé

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec des migrants

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Interroger ses pratiques quant à l'information donnée aux migrants en matière de santé
- ▶ Questionner certaines idées reçues et représentations relatives aux problématiques de santé

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Apprendre à sensibiliser les usagers aux questions d'hygiène et de santé
- ▶ Identifier les thématiques qui répondent aux besoins du public migrant
- ▶ Acquérir une méthodologie de montage et d'animation d'actions de prévention santé

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échange et analyse de pratiques à partir des situations professionnelles vécues par les participants

LES REPRÉSENTATIONS SOCIOCULTURELLES DE LA SANTÉ ET DE LA MALADIE

Dans un souci de prévention et d'éducation à la santé, les acteurs de terrain ne peuvent ignorer les représentations du corps, de la santé, de la maladie et de la mort chez les populations migrantes. Les professionnels de l'action sociale sont, en effet, amenés à intervenir afin d'identifier la nature des symptômes et d'encourager un traitement préventif ou curatif, sans se substituer aux soignants. Il est donc indispensable d'appréhender la diversité des représentations socioculturelles de la santé et de la maladie, afin de s'interroger sur la façon dont l'interaction se construit avec l'Autre et de l'aider au mieux.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

24 et 25 juin 2013

CONTENU

- La culture en mouvement. Approche transculturelle
- Modèle de l'anthropologie médicale et clinique
- Maladie ressentie et décodée
- Représentations de la maladie. Biomédecine et médecines traditionnelles
- Freins et obstacles aux soins. Alliance thérapeutique
- La pratique de l'intervenant social : le travail de lien, de médiation et d'alliance

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec des migrants

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Optimiser la relation d'aide et la mission de conseil dans le domaine de la santé
- ▶ Développer une posture transculturelle afin d'être plus réceptif à la plainte psychique et somatique des migrants
- ▶ Renforcer sa pratique professionnelle en matière d'écoute et de médiation

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Prendre conscience des représentations occidentales de la biomédecine
- ▶ Reconnaître que les formes d'expression de la souffrance sont variées et variables selon la culture
- ▶ Comprendre le regard porté par le migrant sur sa propre identité culturelle, corporelle et psychique

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Étude de cas, analyse de pratiques et jeux de rôles

LOGEMENT, EMPLOI ET INSERTION



-
- Les droits des réfugiés statutaires **1** 72
 - L'accompagnement social vers le logement **1** 73
 - L'accompagnement social vers l'emploi **1** 74
 - Mobiliser les acteurs de l'insertion professionnelle 75

LES DROITS DES RÉFUGIÉS STATUTAIRES

INCONTOURNABLE

Si l'obtention d'une protection internationale ouvre l'accès aux dispositifs de droit commun, elle permet aussi à ses bénéficiaires d'avoir accès à des démarches qui leur sont spécifiques. Connaître ces dispositifs est une condition fondamentale de l'efficacité de l'accompagnement que peut offrir un travailleur social dès qu'un demandeur d'asile a obtenu un statut.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

10 et 11 décembre 2012

CONTENU

- Contrat d'accueil et d'intégration
- Dispositifs relatifs aux revenus de substitution et aux prestations familiales et sociales
- Échange du permis de conduire
- Unité familiale
- Accès à la naturalisation
- État civil et liberté de circulation
- Retraite des réfugiés

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès d'un public bénéficiaire d'une protection internationale inscrit dans une démarche d'insertion

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Maîtriser l'ensemble des dispositifs accessibles aux réfugiés afin d'être en capacité d'orienter les personnes vers ces différentes démarches

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Connaître l'ensemble des dispositifs accessibles aux réfugiés et bénéficiaires de la protection subsidiaire
- ▶ Améliorer la qualité de l'accompagnement proposé dans le cadre des démarches d'insertion et d'intégration.

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Échange et analyse de pratiques

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL VERS LE **LOGEMENT**

INCONTOURNABLE

Le logement constitue un des leviers de l'insertion. Dans l'objectif de permettre aux personnes en difficulté de dépasser ou d'éviter l'errance résidentielle, les professionnels de l'action sociale doivent maîtriser les dispositifs d'accès au logement et développer un réseau de partenaires susceptibles d'être mobilisés. Ils doivent aussi être en mesure de concevoir et d'animer un « atelier logement » au bénéfice d'un public migrant.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

29 et 30 avril 2013

CONTENU

- Politique du logement en France : actualités, risques et enjeux
- Acteurs compétents et aides à l'accès au logement
- Accompagnement social lié au logement
- Le droit au logement opposable en pratique
- Ateliers de recherche logement : méthode et limites

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès d'un public migrant inscrit dans une démarche d'insertion

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Favoriser l'accès au logement d'un public migrant

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Définir le champ d'action de l'accompagnement social lié au logement
- ▶ Appréhender le cadre réglementaire de l'accompagnement social lié au logement
- ▶ Connaître les outils qui facilitent l'accès au logement des réfugiés
- ▶ Maîtriser l'ensemble des dispositifs en matière de logement

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Échange et analyse de pratiques

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL VERS L'EMPLOI

INCONTOURNABLE

Face aux difficultés d'accès à l'emploi, l'intervention de professionnels de l'insertion constitue une aide précieuse permettant au réfugié de trouver des repères pour construire sa vie professionnelle et s'autonomiser. Comment mettre toutes les chances de son côté, c'est-à-dire du côté de l'utilisateur, pour gagner en efficacité, en crédibilité ? Comment identifier et traduire utilement ses aptitudes sur le marché du travail ? Comment inscrire une recherche d'emploi, qui souvent répond à l'urgence, dans une stratégie personnalisée de construction d'un projet professionnel ? Sur quoi s'appuyer pour valoriser la spécificité et le potentiel du réfugié ?

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

15 et 16 novembre 2012

CONTENU

- Notions clés autour de l'insertion et de l'emploi
- Recueil ciblé des données de vie
- Traduction des données de vie en aptitudes
- Traduction des aptitudes en termes de métier et élaboration d'un projet professionnel
- Outils pour l'insertion professionnelle du réfugié

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès d'un public réfugié inscrit dans une démarche d'insertion

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Maîtriser les techniques et les savoirs liés à l'insertion professionnelle
- ▶ Favoriser l'accès des usagers à l'emploi

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Comprendre la dynamique de l'insertion professionnelle
- ▶ Savoir établir un profil professionnel
- ▶ Savoir élaborer un projet professionnel
- ▶ Apprendre à s'investir sans être impliqué

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Échange et analyse de pratiques
- ▶ Mise en situation

MOBILISER LES ACTEURS DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Comment entretenir un contact fructueux avec les partenaires du monde du travail? Comment représenter pour les responsables du recrutement un vivier de candidats sur lesquels ils peuvent compter? Comment construire ou s'impliquer dans un réseau de partenaires en vue de l'insertion professionnelle des réfugiés? Ces questions se posent à tout professionnel qui désire approfondir sa pratique d'accompagnement social vers l'emploi. Pour réussir l'insertion du réfugié, le professionnel doit pouvoir explorer, imaginer, convaincre, et s'appuyer sur un partenariat solide.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

14 et 15 mars 2013

CONTENU

- Modes de rapport entre le conseiller d'insertion, les employeurs et les autres structures d'insertion
- Pratiques de recherche d'information sur un champ de métier
- CV et communication avec l'employeur potentiel: mise en adéquation de la proposition avec la demande

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel intervenant auprès d'un public migrant inscrit dans une démarche d'insertion

PRÉ-REQUIS

- Avoir suivi la formation sur l'accompagnement social vers l'emploi ou disposer de connaissances préalables sur l'insertion professionnelle

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Développer ses aptitudes de travail en partenariat
- ▶ Maîtriser l'environnement économique et social des entreprises
- ▶ Posséder un savoir expert sur les techniques et les logiques de recrutement

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Faire le point sur la dynamique actuelle du monde de l'entreprise
- ▶ Savoir s'informer sur la vie des métiers
- ▶ Apprendre à repérer des besoins pour pouvoir y répondre
- ▶ Savoir proposer un candidat en adéquation à des besoins repérés

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques
- ▶ Échange et analyse de pratiques
- ▶ Simulations, travail en sous-groupes et mutualisation des résultats

CULTURES ET SOCIÉTÉS



-
- Les Afghans : un peuple au destin mouvementé..... 77
 - Accueil et accompagnement des migrants d'origine africaine 78
 - Aspects socioculturels des populations ex-soviétiques 79
 - Les Roms : cultures et identités 80

LES AFGHANS : UN PEUPLE AU DESTIN MOUVEMENTÉ

Les séquelles de plusieurs décennies de conflits armés, les discriminations fondées sur la religion, l'éthnicité ou le sexe, l'instabilité politique et la pauvreté ont engendré d'importants mouvements de la population afghane, majoritairement vers les pays voisins et, dans une proportion moindre, vers l'Europe. Qu'ils soient mineurs isolés ou majeurs, en quête d'une protection internationale ou non, les migrants afghans considèrent souvent la France comme une étape de leur parcours. Or, durant le temps passé dans ce pays – souvent synonyme de grande précarité – il est essentiel que les professionnels chargés de leur accompagnement puissent appréhender leur culture, leur système de valeurs et leur histoire.

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	05 et 06 novembre 2012 • 18 et 19 avril 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	--

CONTENU

- Repères historiques et géographiques
- Systèmes de valeurs et environnement religieux
- Tensions ethniques
- Conflits territoriaux et insécurité
- Modèles familiaux et place de la femme
- Situation des migrants afghans venant d'Iran et du Pakistan

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec un public d'origine afghane

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Mieux communiquer avec les personnes originaires d'Afghanistan
- ▶ Savoir se positionner et adapter ses pratiques professionnelles

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Connaître le contexte social et politique de l'Afghanistan
- ▶ Appréhender les spécificités culturelles et religieuses des usagers
- ▶ Comprendre les dynamiques migratoires des populations originaires d'Afghanistan

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échange et analyse de pratiques à partir de situations professionnelles vécues par les participants

ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT DES MIGRANTS D'ORIGINE AFRICAINE

S'il n'existe pas une mais diverses cultures africaines, certaines questions transversales se posent aux professionnels qui accompagnent des migrants originaires de ce continent. L'organisation familiale, la filiation et les modèles éducatifs, le rapport à la santé sont autant de repères que peuvent acquérir les professionnels pour favoriser la communication et la relation d'aide. Une perspective dynamique permet de comprendre l'évolution de ces codes et valeurs, car le processus de migration entraîne bouleversements et recompositions.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

02 et 03 avril 2013

CONTENU

- Structures familiales et autorité
- Filiation, place de l'enfant et modèles éducatifs dans l'immigration africaine
- Le rapport à la maladie, aux soins et à la mort
- Relations avec les institutions : écoles, services sociaux...

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec un public d'origine africaine

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Mieux communiquer avec les migrants d'origine africaine
- ▶ Savoir se positionner et adapter ses pratiques professionnelles

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Appréhender la complexité des structures familiales au regard de la société d'accueil
- ▶ Acquérir des outils d'approche des conflits familiaux
- ▶ Appréhender le rapport à la santé des migrants d'origine africaine
- ▶ Comprendre les dynamiques migratoires des populations africaines

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échange et analyse de pratiques à partir de situations professionnelles vécues par les participants

ASPECTS SOCIOCULTURELS DES POPULATIONS EX-SOVIÉTIQUES

L'insécurité et les tensions au Caucase jettent quotidiennement sur les chemins de l'exil de nombreux réfugiés. Outre les difficultés de communication en raison de la langue, certains problèmes peuvent surgir en raison des spécificités culturelles de cette population. Aussi, il convient d'appréhender les représentations de ces publics dans des domaines aussi variés que les modèles familiaux, l'exercice de l'autorité parentale, la place des femmes, le rapport à la santé et à la religion.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

27 et 28 mai 2013

CONTENU

- Aspects d'une culture soviétique commune
- Transformations des modèles familiaux
- Place et rôle de la femme dans les sociétés ex-soviétiques
- Rapports au système de santé et de protection sociale
- Rapport à l'Etat et aux institutions

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec un public originaire du Caucase

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Mieux communiquer avec les personnes originaires du Caucase
- ▶ Savoir se positionner et adapter ses pratiques professionnelles

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Appréhender les différents modes culturels des personnes originaires de l'ex-URSS
- ▶ Identifier les spécificités culturelles des usagers
- ▶ Comprendre les dynamiques migratoires des populations originaires de la région

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échange et analyse de pratiques à partir de situations professionnelles vécues par les participants

LES ROMS : CULTURES ET IDENTITÉS

Parmi les populations originaires d'Europe centrale et orientale, nombreuses sont les personnes qui se définissent comme Roms. Fuyant l'ostracisme, l'exclusion et les discriminations, une fois arrivées en France, elles font très souvent l'objet de préjugés, tant leurs traditions et modes de vie sont considérés comme différents des nôtres. Bien que la population rom ne soit pas homogène et qu'elle recouvre une grande variété de cultures, l'accès à certains repères socioculturels peut permettre aux professionnels de l'action sociale d'améliorer la qualité de leur accompagnement.

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

24 avril 2013

CONTENU

- Une identité Rom ?
- Situation des Roms en Europe
- Organisation sociale et familiale des Roms

PUBLIC CONCERNÉ

- Tout professionnel en contact avec des personnes roms

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Mieux communiquer avec les personnes roms
- ▶ Savoir se positionner et adapter ses pratiques professionnelles

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Identifier les spécificités culturelles, linguistiques et religieuses des Roms
- ▶ Analyser la situation de ces groupes minoritaires dans leur pays d'origine
- ▶ Comprendre les dynamiques migratoires des populations roms

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques
- ▶ Échange et analyse de pratiques à partir de situations professionnelles vécues par les participants

GÉOPOLITIQUE DES CONFLITS



- Tensions dans les Républiques du Caucase du Nord 82
- Géopolitique du Caucase du Sud :
Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan **N** 83
- État des lieux du Kosovo et enjeux actuels 84
- Paix et guerre en République démocratique
du Congo 85
- Répression politique et tensions sociales
en Guinée Conakry **N** 86
- Soudan: la crise au Darfour
et les tensions frontalières 87
- Géopolitique de l’Afrique de l’Ouest:
la Côte d’Ivoire et la Mauritanie 88
- Le Pakistan : une inconnue à hauts risques 89
- Le Sri Lanka de l’après-guerre 90

TENSIONS DANS LES RÉPUBLIQUES DU CAUCASE DU NORD

Malgré la fin de la guerre en Tchétchénie, proclamée en 2009, cette république reste soumise à une tension et à une insécurité permanentes. Celles-ci s'étendent d'ailleurs à d'autres républiques du Caucase du Nord comme l'Ingouchie ou le Daghestan. Cette région constitue un enjeu politique et militaire déterminant pour le pouvoir central russe qui continue de mener ces territoires d'une main de fer. En 2011, la demande d'asile des ressortissants du Caucase du Nord est restée très importante. Quelles sont les tensions actuelles et leur impact sur les personnes ?

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

22 et 23 novembre 2012

CONTENU

- Gestion des autonomies et des indépendances par les républiques et les réponses de la Fédération de Russie
- La Tchétchénie
 - Historique du conflit
 - La Tchétchénie sous Ramzan Kadyrov
 - La société tchétchène et ses spécificités
- L'Ingouchie
 - Territoire aux identités successives
 - Conflit du district de Prigorodny
- Le Daghestan
 - Un mélange ethnique et linguistique particulièrement riche
 - Les échos douloureux de la guerre de Tchétchénie
 - L'instabilité croissante : le règne de l'arbitraire

PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne s'intéressant à la région

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique du Caucase du Nord

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Renforcer et approfondir ses connaissances sur la région
- ▶ Replacer la situation actuelle dans son contexte historique et géographique
- ▶ Identifier la nature et l'origine des tensions

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

GÉOPOLITIQUE DU CAUCASE DU SUD : GÉORGIE, ARMÉNIE ET AZERBAÏDJAN

NOUVEAUTÉ

Les demandeurs d'asile originaires du Caucase du Sud étaient plus de 5000 en France en 2011. L'ostracisme envers les minorités ethniques ou confessionnelles et les pressions politiques sont les facteurs majeurs de cette migration. Mieux comprendre les risques encourus par les ressortissants de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan suppose d'explorer la complexité historique et géostratégique de la région, d'appréhender les dynamiques identitaires de la « mosaïque caucasienne » et d'actualiser ses connaissances sur la situation sécuritaire.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

22 et 23 avril 2013

CONTENU

- La Géorgie : un pays au centre d'intérêts multiples et en proie à divers conflits
 - Ethnicité et nationalisme
 - Les minorités
 - Mouvements de populations
- L'Arménie et l'Azerbaïdjan : origines anciennes, créations modernes, conflits récents
 - Géopolitique du Haut-Karabagh
 - Origine et nature des troubles
 - Les discriminations et persécutions à l'égard des minorités

PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne s'intéressant à la région

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique du Caucase du Sud

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Renforcer et approfondir ses connaissances sur la région
- ▶ Replacer la situation actuelle dans son contexte historique et géographique
- ▶ Appréhender la nature et l'origine des conflits
- ▶ Identifier les groupes vulnérables et les auteurs de persécutions

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

ÉTAT DES LIEUX DU KOSOVO ET ENJEUX ACTUELS

Le Kosovo a été retiré de la liste des pays d'origine sûrs en mars 2012. Pendant l'année qui précédait, plus de 2000 dossiers de demande d'asile en provenance de cet Etat ont été reçus par l'Ofpra. Malgré son indépendance, la situation du Kosovo reste instable. Le sort des enclaves serbes continue à nourrir des tensions interethniques et la question des autres minorités vivant sur le territoire reste posée. Quelles sont les raisons qui poussent des milliers de personnes à fuir chaque année cette région ?

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

15 mai 2013

CONTENU

- Le Kosovo dans l'espace yougoslave : situation et histoire récente
- Une mosaïque ethnique
- Une indépendance avec une souveraineté relative
- La question des minorités et de la sécurité au Kosovo aujourd'hui
- Mouvements de populations dans les Balkans et vers l'Union européenne
- Quelles conditions de retour pour les populations expulsées du Kosovo ?

PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne s'intéressant à la région

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique du Kosovo

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Comprendre la situation actuelle du Kosovo dans le contexte historique et géographique de la région
- ▶ Appréhender la diversité des populations coexistant au Kosovo et la protection de leurs droits

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

PAIX ET GUERRE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Depuis sept années consécutives, la demande d'asile émanant de ressortissants de République démocratique du Congo (RDC) constitue le flux principal de demandeurs d'asile en provenance du continent africain. Pillages, crimes de guerre, violations des droits humains, répression et violences contre les civils, viols, enrôlement des enfants... forment le lot quotidien du peuple congolais. Quelles sont les sources et les acteurs de ces troubles? Comment évaluer la situation sécuritaire actuelle? Pourquoi la stabilisation de la situation en RDC représente-t-elle un enjeu pour la pacification de la région des Grands lacs?

DURÉE	2 jours	Coût	400 euros	DATES	03 et 04 juin 2013
--------------	---------	-------------	-----------	--------------	--------------------

CONTENU

- Origines, acteurs et effets du conflit
- Transition démocratique et perspectives de pacification
- Complexité sociale, culturelle et politique
- Enjeux relatifs au contrôle des ressources naturelles
- Etat des lieux des droits humains
- La RDC et la crise des Grands lacs

PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne s'intéressant à la région des Grands lacs

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique de la RDC

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Actualiser ses connaissances sur la situation en RDC
- ▶ Appréhender la complexité sociale et politique de la RDC

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

RÉPRESSION POLITIQUE ET TENSIONS SOCIALES EN **GUINÉE CONAKRY**

NOUVEAUTÉ

Si la demande d'asile de Guinée Conakry est importante en France depuis de longues années, elle a connu une augmentation significative après les événements sanglants du 28 septembre 2009. La répression politique demeure le principal motif évoqué par les demandeurs de protection, sur fond de tensions communautaires exacerbées. Outre le contexte politique, il est essentiel de comprendre les problématiques sociétales qui conduisent de nombreux Guinéens à l'exil, telles que les mariages forcés, l'excision, l'extorsion de fonds ou les conflits fonciers.

DURÉE

1 jour

Coût

200 euros

DATES

14 mai 2013

CONTENU

- Contexte politique guinéen
- La répression de septembre 2009 et ses suites
- Elections et tensions communautaires
- Mariages forcés, violences familiales, excision
- Extorsion de fonds et conflits fonciers

PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne s'intéressant à la région

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis, fiables et actualisés
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique en Guinée

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Actualiser et approfondir ses connaissances sur la Guinée Conakry
- ▶ Comprendre les dynamiques politiques et communautaires et leurs enjeux
- ▶ Situer les problématiques sociétales dans leur contexte

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

SOUDAN : LA CRISE AU DARFOUR ET LES TENSIONS FRONTALIÈRES

La région du Darfour, au Soudan, a été le théâtre d'une des plus grandes catastrophes humanitaires, les victimes étant estimées à environ 300.000 sans compter plus de 2,5 millions de réfugiés. Malgré les efforts de l'ONU et de l'Union Africaine et un processus fragile de résolution du conflit, les issues demeurent incertaines et la situation humanitaire très critique. Les conséquences de ce conflit marquent fortement la demande d'asile soudanaise en France. Comment qualifier les exactions commises au Darfour ? Dans quel contexte politique la crise au Darfour a-t-elle émergé ? Comment aborder l'actualité du pays, et notamment les perspectives géopolitiques suite à l'indépendance du Soudan du Sud ?

DURÉE	1 jour	Coût	200 euros	DATES	20 mars 2013
--------------	--------	-------------	-----------	--------------	--------------

CONTENU

- Éléments stratégiques du conflit
- Une paix impossible ?
- Réfugiés et déplacés du Darfour
- Situation générale de la région aujourd'hui
 - détérioration générale de la situation humanitaire et reprise des combats
 - montée des tensions entre forces gouvernementales et Casques bleus
- Actualité des tensions avec le Soudan du Sud

PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne s'intéressant à la région

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique du Soudan

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Comprendre l'origine des exactions
- ▶ Resituer la crise dans son contexte national, régional et international
- ▶ Analyser le conflit à la lumière du dispositif de protection des réfugiés

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

GÉOPOLITIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST: LA CÔTE D'IVOIRE ET LA MAURITANIE

Les séquelles de la guerre, l'instabilité politique, les mouvements de population, la faiblesse des institutions nationales et des structures de la société civile forment autant d'éléments expliquant l'instabilité qui touche certains pays d'Afrique de l'Ouest. Comprendre la situation ivoirienne, c'est pouvoir appréhender une décennie de crises et identifier les enjeux des tensions post-électorales actuelles. Quant à la stabilité de la Mauritanie, elle doit être considérée au regard des espoirs suscités par les dernières élections présidentielles.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

17 et 18 juin 2013

CONTENU

- La Côte d'Ivoire
 - Grandes lignes de l'histoire de la Côte d'Ivoire
 - Pluralité culturelle et confessionnelle du pays
 - Origines et aspects particuliers de la crise ivoirienne depuis 2000
 - Crise post-électorale actuelle
- La Mauritanie
 - Repères historiques
 - La question des négro-mauritaniens
 - La question de l'esclavage
 - La question de l'islamisme

PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne s'intéressant à la région

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique de la région

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Comprendre la complexité des conflits en Afrique de l'Ouest
- ▶ Mettre à jour ses connaissances

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

PAKISTAN : UNE INCONNUE À HAUTS RISQUES

La demande d'asile pakistanaise connaît depuis 2009 une augmentation significative. Or, souvent opaque et biaisée, celle-ci demeure difficile à appréhender. Quels sont les clivages pertinents à retenir pour comprendre cette société très contrastée ? Comment fonctionne l'ambivalent appareil d'Etat pakistanais et s'organisent les différents réseaux de pouvoir militants qui le structurent ou le menacent ? Quel est l'impact de l'extension du conflit afghan vers les provinces pakistanaises, notamment en termes de mouvements migratoires ?

DURÉE	1 jour	Coût	200 euros	DATES	06 mars 2013
--------------	--------	-------------	-----------	--------------	--------------

CONTENU

- Contexte général : politique, économique, sécuritaire et sociétal
- Principaux groupes à risque, allégués et réels
- Le parallèle afghan
- La crise des déplacés : état des lieux et réflexion prospective
- Tendances migratoires dans une perspective comparative

PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne s'intéressant à la région afghano-pakistanaise

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis et fiables
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique du Pakistan

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Renforcer et approfondir ses connaissances sur le pays
- ▶ Appréhender la complexité de la situation à la frontière afghano-pakistanaise

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

LE SRI LANKA DE L'APRÈS-GUERRE

Avec plus de 22 000 personnes placées sous la protection de l'Ofpra, le Sri Lanka constitue le premier pays de provenance des réfugiés en France. Plus de trois ans après la fin du conflit opposant les forces gouvernementales aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), les demandeurs d'asile restent nombreux à invoquer des craintes liées à leurs relations réelles ou supposées avec l'ancienne organisation séparatiste. Dans un souci de meilleure compréhension de ces menaces, cette formation se propose d'éclaircir l'histoire du conflit ainsi que la situation géopolitique et sécuritaire actuelle.

DURÉE

2 jours

Coût

400 euros

DATES

13 mars 2013

CONTENU

- Histoire du conflit au Sri-Lanka
- La question des minorités
- L'activisme tamoul au lendemain de la guerre
- Recours à la torture et aux mauvais traitements

PUBLIC CONCERNÉ

- Toute personne s'intéressant à la région

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- ▶ Enrichir les dossiers de demande d'asile d'éléments d'information précis, fiables et actualisés
- ▶ Savoir utiliser des sources d'information sur la situation géopolitique du Sri Lanka

OBJECTIFS DE FORMATION

- ▶ Analyser la dimension ethnico-religieuse et politique du conflit
- ▶ Replacer la guerre civile dans son contexte historique
- ▶ Connaître les risques actuels de persécutions ou de traitements inhumains ou dégradants

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- ▶ Apports théoriques et pratiques

COLLECTION LES CAHIERS DU SOCIAL



CAHIER DU SOCIAL N° 28 - « Quelle intégration pour les mineurs isolés reconnus réfugiés ? », janvier 2011

Cette nouvelle étude de l'Observatoire se penche sur les parcours d'intégration des mineurs isolés étrangers reconnus réfugiés : quelles ont été leurs trajectoires en France, pendant et après leur prise en charge par les services de l'Aide sociale à l'enfance? Leurs parcours se différencient-ils de ceux des mineurs isolés étrangers qui n'ont pas demandé l'asile ou n'ont pas été reconnus réfugiés? L'étude interroge, de manière transversale, toutes les thématiques liées à l'intégration des mineurs ou anciens mineurs isolés étrangers.

1 exemplaire 7 € : 5 exemplaires 30 € : 10 exemplaires 55 € - Frais de port inclus



CAHIER DU SOCIAL N° 29 - « Guide de l'accompagnement vers l'autonomie des bénéficiaires de la protection internationale et des apatrides », septembre 2011

Ce guide, élaboré à destination des professionnels de l'accompagnement des bénéficiaires d'une protection internationale, a pour objectif d'être un document ressource dans le travail au quotidien des équipes sociales auprès de ce public. Il traite à la fois de la délivrance d'un certain nombre d'informations juridiques sur les droits des réfugiés et des bénéficiaires de la protection subsidiaire, mais également des questions liées à la méthodologie d'accompagnement pour tendre à l'autonomie des personnes accueillies, qui reste l'objectif principal de notre action.

1 exemplaire 7 € : 5 exemplaires 30 € : 10 exemplaires 55 € - Frais de port inclus



CAHIER DU SOCIAL N° 30 - « Le Paris des Afghans : Regard sur une catégorie invisible et précaire d'exilés du 10^e arrondissement », novembre 2011

Cette enquête de terrain sur la situation des exilés afghans du 10^e arrondissement de Paris, réalisée à partir de l'expérience du Kiosque, un service d'accueil, d'orientation et d'aide administrative de France terre d'asile et d'Emmaüs solidarité, décrit et dénonce les effets dramatiques et absurdes de la politique française de mise en œuvre du règlement Dublin II qui s'apparente à un renoncement à notre devoir de protéger les personnes persécutées.

1 exemplaire 7 € : 5 exemplaires 30 € : 10 exemplaires 55 € - Frais de port inclus



CAHIER DU SOCIAL N° 31 - « Guide de l'accès à l'emploi des bénéficiaires de la protection internationale », décembre 2011

L'accès à l'emploi est l'un des piliers fondamentaux de l'intégration des migrants dans la société d'accueil. Il permet au jour d'hui de faciliter l'accès au logement pérenne, enjeu majeur pour une véritable stabilité sociale et citoyenne. Le guide de l'accès à l'emploi des bénéficiaires de la protection internationale, produit dans le cadre du projet européen RELOREF, a été conçu comme un outil ressource à destination des professionnels de l'intégration afin de les guider dans cet univers très complexe constitué d'une pluralité d'acteurs et de dispositifs.

1 exemplaire 7 € : 5 exemplaires 30 € : 10 exemplaires 55 € - Frais de port inclus



CAHIER DU SOCIAL N° 32 - « La demande d'asile au féminin: cadre législatif et pratiques », décembre 2011

Du fait d'une reconnaissance tardive des violences liées au genre en droit international et en droit des réfugiés, les demandes d'asile des femmes entrent souvent dans la catégorie des « nouvelles » problématiques de l'asile. Comment interpréter ces persécutions au regard de la Convention de Genève? Comment prendre en compte les besoins particuliers des femmes dans la procédure d'asile et dans les conditions d'accueil des demandeurs d'asile? Cette publication analyse les politiques et pratiques mises en œuvre par les autorités françaises.

1 exemplaire 7 € : 5 exemplaires 30 € : 10 exemplaires 55 € - Frais de port inclus

POUR COMMANDER

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville Tél.....

Je souhaite commander les numéros suivants des

Cahiers du social

Je règle la somme de €

Par chèque postal ou bancaire à l'ordre de France terre d'asile

Par prélèvement sur mon compte

Par virement sur le compte FTDA : Crédit Mutuel - 10278 06039 00062157341 79

Date : Signature :

INFORMATIONS PRATIQUES

INSCRIPTION AUX FORMATIONS

L'inscription ne sera effective qu'à compter de la réception du bulletin d'inscription dûment complété. Il est vivement conseillé aux stagiaires d'envoyer leur bulletin d'inscription le plus tôt possible, en raison du nombre limité de places de chaque formation. Un accusé de réception de l'inscription sera transmis par mail à l'adresse indiquée sur le bulletin.

CONVENTION DE FORMATION

Une convention de formation est passée avec chaque structure d'envoi des stagiaires. Elle est adressée en deux exemplaires trois semaines avant le début du stage, un exemplaire signé par le responsable de la structure d'envoi devant nous être retourné avant le début de la formation.

CONVOCATION DE STAGE

Dans les trois semaines précédant le début de la formation, une convocation (précisant la date et le lieu du déroulement de la formation), établie au nom du stagiaire, est envoyée à la structure d'envoi. Merci de préciser sur le bulletin d'inscription si la convocation doit être adressée au siège de l'organisme ou à la structure dans laquelle exerce le salarié.

DÉROULEMENT DES STAGES

Chaque journée de formation a une durée de 7 heures.

Un dossier pédagogique est remis à chaque stagiaire. En fonction des thématiques abordées, il peut s'agir soit d'un résumé synthétique des chapitres traités, soit d'articles de fond faisant le point sur le sujet abordé. Il peut également comporter une bibliographie recommandée, permettant aux stagiaires qui le souhaitent d'enrichir ultérieurement leurs connaissances dans les domaines concernés.

Une « fiche d'évaluation » est également remise à tous les stagiaires afin qu'ils expriment leur degré de satisfaction à l'issue de la formation. Ces fiches sont par la suite analysées par notre commission pédagogique dans un souci d'amélioration permanente de la qualité de nos stages et de nos prestations. Elles constituent par ailleurs le dispositif de suivi d'exécution du programme et d'appréciation des résultats, en conformité avec l'article L. 6353-1 du Code du Travail.

A l'issue de chaque formation, une attestation de présence est envoyée, en double exemplaire, à la structure d'envoi ou à l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé (OPCA), selon la demande.

LIEU DE LA FORMATION

Les formations inter-organismes sont dispensées au centre de formation dont les coordonnées sont les suivantes :

**24, rue Marc Seguin
75018 Paris
Métro : Marx Dormoy (ligne 12)**

Ces coordonnées sont rappelées sur la lettre de convocation qui est adressée avant la tenue de la formation.

PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le prix de chaque stage figure sur la fiche correspondant à l'action de formation souhaitée. Ce prix est forfaitaire, net et exonéré de T.V.A. Il ne concerne que les coûts pédagogiques.

Les frais de repas, d'hébergement et de déplacement sont à la charge directe des structures d'envoi.

Le règlement du coût de la formation est à effectuer comptant, sans escompte, soit lors de l'inscription (le joindre au bulletin d'inscription), soit à l'issue de la formation (à réception de la facture).

Tout paiement intervenant postérieurement à ces conditions générales de vente, ou aux conditions d'échéance contractuelles particulières éventuellement accordées et figurant sur la facture, entraînera l'application de pénalités de retard calculées à taux égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal.

En cas de paiement effectué par un OPCA ou tout autre organisme, il appartient à la structure d'envoi de s'assurer que le règlement a bien été effectué par celui-ci.

ANNULATION-REMBOURSEMENT

Le Centre de formation se réserve la possibilité d'annuler tout stage de formation dans les 10 jours précédant la date prévue de la tenue de la formation si le nombre d'inscriptions est jugé insuffisant pour permettre la qualité adéquate de la dynamique de groupe.

Les stagiaires inscrits et leur structure d'envoi sont immédiatement informés et les règlements effectués sont remboursés ou reportés sur une nouvelle inscription.

En cas d'annulation à l'initiative d'un stagiaire une semaine avant la tenue de la formation, un montant correspondant à 30 % du coût de la formation sera exigé. La totalité du coût du stage sera facturée lorsque l'absence d'un stagiaire n'aura pas été signalée au moins 24 h avant le début du stage.

Tout stage commencé est dû en totalité, nos tarifs étant forfaitaires.

Organisme :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : E-mail :

Je souhaite m'abonner ou renouveler mon abonnement aux publications de France terre d'asile :

- 50,00 €
- 15,00 € (bénévoles / chômeurs / étudiants)
- Par chèque postal ou bancaire à l'ordre de France terre d'asile
- Par virement sur le compte France terre d'asile :
Crédit Coopératif-42559 00008 21020423408 88

Je recevrai La Lettre de l'observatoire (6 numéros par an), la revue ProAsile (1 numéro par an), les Cahiers du social et la newsletter électronique (mensuelle).



Quelle perception les migrants ont-ils de leur intégration en France ?

Le Migration Policy Group et la Fondation Roi Baudouin ont publié en mai dernière une enquête concernant des témoignages de migrants afin de comparer les perceptions de leur intégration dans sept pays européens. Au vu des résultats, la France compte parmi les mauvais élèves, notamment en matière d'accès à la nationalité, facteur clé de l'intégration.

Plusieurs années se sont écoulées et les migrants en France restent toujours en France. Ils ne sont pas encore pleinement intégrés dans la société française. Cependant, un sondage récent de l'Observatoire de France terre d'asile a permis de mieux connaître leur perception de leur intégration en France. Les résultats de cette enquête ont été publiés dans le bulletin de l'Observatoire de France terre d'asile.

Plusieurs années se sont écoulées et les migrants en France restent toujours en France. Ils ne sont pas encore pleinement intégrés dans la société française. Cependant, un sondage récent de l'Observatoire de France terre d'asile a permis de mieux connaître leur perception de leur intégration en France. Les résultats de cette enquête ont été publiés dans le bulletin de l'Observatoire de France terre d'asile.



Date et signature

Merci de compléter ce bulletin d'abonnement et de le retourner avec votre règlement à :
France terre d'asile - Secrétariat administratif général
24 rue Marc Seguin - 75018 Paris

Pour toute information, contactez-nous par téléphone au 01.53.04.39.99.
ou par mail à infos@france-terre-asile.org

www.france-terre-asile.org



BULLETIN D'INSCRIPTION

CENTRE DE FORMATION

ACTION DE FORMATION

Titre :

Date :

Lieu :

Comment avez-vous eu connaissance de cette formation ?

Guide 2012-2013 (Brochure) Site Internet Newsletter Collègue Autre

PARTICIPANT

Mme, Mlle, M. Prénom : Nom :

Fonction : Lieu de travail :

E-mail :

Si vous souhaitez recevoir par e-mail nos offres de formation, veuillez cocher cette case

ORGANISME

Responsable de l'inscription en formation

Mme, Mlle, M. Prénom : Nom :

Fonction :

Raison sociale :

Adresse :

Téléphone : Fax :

E-mail :

Un accusé de réception du bulletin d'inscription vous sera envoyé par e-mail

Adresse d'envoi de la convocation, si différente :

Si vous souhaitez recevoir par e-mail nos offres de formation, veuillez cocher cette case

FACTURATION

Nom et adresse de l'organisme à facturer :

.....
.....
.....
.....

RÈGLEMENT

- Ci-joint un chèque de€ à l'ordre de France terre d'asile
- Le règlement sera effectué par O.P.C.A. (adresse à compléter ci-contre)
- Paiement à réception de la facture

CACHET DE L'ORGANISME

SIGNATURE

Bulletin d'inscription à renvoyer par fax au **01 53 04 20 24** ou par courrier à l'adresse :
France terre d'asile, Centre de formation - 24, rue Marc Seguin - 75018 Paris

INFORMATIONS PRATIQUES

Hôtels à proximité du centre de formation

N.B. : Tarifs à titre indicatif mis à jour en juillet 2012

NOM	ADRESSE	TEL./FAX Site Internet	MÉTRO	TARIF (Base chambre individuelle)	★
Etap Hôtel (Futur Ibis Budget)	7-9, Impasse Marteau 75018 Paris	Tél. : 08 92 68 30 72 Fax : 01 58 34 04 04 www.etaphotel.com	Porte de La Chapelle (ligne 12)	62,60€ 65,60€ le mardi et mercredi 4,95€ petit déj. à volonté.	Sans
Hôtel de Bellevue	67, rue Philippe de Girard 75018 Paris	Tél. : 01 46 07 97 25 Fax : 01 46 07 97 58 www.hoteldebellevueparis.com	Marx Dormoy (ligne 12)	75€* Petit déj. inclus	★★
Pavillon de Montmartre	5, rue Aristide Bruant 75018 Paris	Tél. : 01 42 52 89 80 Fax : 01 42 52 29 57 www.paris-hotel-pavillonmontmartre.com	Abbesses (ligne 12)	85€ à 105€ Petit déj. inclus	★★
Jardin de Paris Montmartre	131, rue Ordener 75018 Paris	Tél. : 01 42 52 99 00 Fax : 01 42 64 28 16 www.hotel-le-paris-montmartre.com	Jules Joffrin (ligne 12)	85€* Petit déj. inclus Jusqu'à 115€ haute saison	★★
Comfort Hôtel Saint Pierre	10, rue de Clignancourt 75018 Paris	Tél. : 01 42 23 48 00 Fax : 01 42 23 40 20 www.comfort-saintpierre.com	Barbès Rochechouart (lignes 2 et 4)	72€ à 90€ 8€ le petit déj.	★★
Hôtel Eden Montmartre	90, rue Ordener 75018 Paris	Tél. : 01 42 64 61 63 Fax : 01 42 64 11 43 www.edenhotel-montmartre.com	Jules Joffrin (ligne 12)	95€* Petit déj. inclus	★★
Best Western Hôtel Montmartre	66, Boulevard Barbès 75018 Paris	Tél. : 01 42 62 31 81 Fax : 01 42 54 22 55 www.hotel-montmartre-paris.com	Marcadet Poissonniers (ligne 4 et 12)	110€* Petit déj. inclus	★★★

*Tarif préférentiel pour France terre d'asile (le signaler lors de la réservation)

Des tarifs promotionnels peuvent être proposés sur les sites Internet de ces hôtels.



Centre de formation de France terre d'asile

24, rue Marc Seguin
75018 Paris

Tél. : 01.53.04.20.20

Fax : 01.53.04.20.24

Adresse électronique : formation@france-terre-asile.org

Site Internet : www.france-terre-asile.org